

BDC

ALTERNATIVES NON VIOLENTES

GV + S



L'U.R.S.S.

entre consensus et dissidence

Danielle ARTMANN, Jeanne BRUNSCHWIG
Jean CHIAMA, Marc FERRO, Jacques SAPIR

61

8°P 6112

revue trimestrielle

28 F

— A NOS LECTEURS —

Pourquoi vous cacher qu'ANV perd régulièrement des abonnés ? Tous les spécialistes de la presse savent qu'aucune revue (même de qualité !) ne peut maintenir le nombre de ses abonnés sans d'importants efforts de prospection : rien que pour trouver chaque année les 100 ou 200 nouveaux abonnés qui compenseront l'érosion " naturelle ", il faut faire connaître notre revue à 10 000 ou 20 000 personnes nouvelles !

Ces adresses, vous seuls pouvez nous les fournir, en grand nombre. Si la survie d'ANV vous tient à cœur, prenez quelques minutes pour recopier les adresses de vos amis et connaissances qui, selon vous, pourraient (et même devraient !) nous lire. Ils recevront une invitation à nous rejoindre.

Vous pouvez aussi demander à notre secrétariat des dépliants présentant la revue. Ils sont gratuits. Prenez l'habitude de les glisser dans les lettres que vous envoyez.

Merci.

ÉDITORIAL

EN 1979, nous avons consacré un premier dossier à l'URSS. Intitulé « une non-violence méconnue : la dissidence en URSS », ce numéro sans prétention voulait attirer l'attention sur le fait que les « dissidents » cherchaient à se faire entendre essentiellement par l'action non-violente. Nous rappelions notamment ces mots de Sakharov : « Tous les courants de l'opposition que je connais ont une chose en commun : ils ne reconnaissent que la lutte à visage découvert. La défense publique et non-violente des droits de l'Homme tels qu'ils sont exprimés dans la Déclaration internationale des droits de l'Homme de l'ONU, voilà l'idéologie qui peut regrouper et qui regroupe dans notre pays des gens venus d'horizons politiques, nationaux et religieux différents ». (*Le Monde*, 19 août 1978).

Quelques années plus tôt, les intellectuels occidentaux avaient commencé à découvrir les luttes des « dissidents ». La publication des œuvres de Soljénitsyne, puis des mémoires d'un certain nombre d'exilés à l'Ouest (Boukovski, Plouchtch) leur avait ouvert les yeux sur les réalités d'un régime que beaucoup d'entre eux avaient vénéré ou idéalisé. Le numéro d'*Alternatives non-violentes*, rappelant le caractère non-violent de ces luttes courageuses, sans

basculer dans une idéologie de « guerre froide » comme certains de ces intellectuels ex-staliniens, venait à son heure : les années 70 avaient en effet marqué l'apogée du phénomène de dissidence.

C'est un dossier bien différent que nous présentons aujourd'hui. D'abord parce que la dissidence soviétique a changé, comme le montrent les articles de Jean Chîama et de Danielle Artmann. Elle a été affaiblie par la répression, la lassitude, les exils. Ses thèmes de mobilisation ne sont plus les mêmes : l'émergence, notamment, de groupes pour la paix qui se veulent « indépendants » mais pas « dissidents » constitue un phénomène très nouveau. Ensuite, parce qu'il nous a paru important de porter cette fois le regard sur la société soviétique, et non plus seulement sur des phénomènes qui restent très marginaux en son sein. La sympathie que nous éprouvons pour ceux qui luttent courageusement contre les violations des droits de l'Homme ne doit pas nous aveugler sur le fait qu'ils sont peu représentatifs du citoyen soviétique moyen. Trop de gens, à l'Ouest, prenant leurs désirs pour des réalités, croient que 250 millions de citoyens soviétiques constituent 250 millions d'opposants, et que seule la répression policière les empêche d'exprimer cette opposition. Or, que

cela nous plaise ou non, force est de constater que les citoyens de cet immense pays ne sont pas en désaccord avec les institutions du régime communiste. Marc Ferro, que nous interviewons ici, est l'un de ceux qui ont bien mis en évidence cette sorte de "consensus" entre la société soviétique et son régime. Ce "consensus" ne signifie pas que les conflits n'existent pas dans la société, mais que les citoyens souhaitent des réformes internes au système, non sa disparition.

Le malentendu vient peut-être de ce que les gens mal informés mettent "dans le même sac" tous les pays de l'Est. Or il existe des différences considérables entre l'URSS d'une part, et les pays qu'elle domine depuis quarante ans d'autre part. Les Polonais, les Tchèques, les Hongrois avaient connu avant 1939 des régimes démocratiques. Ils restent davantage tournés vers l'Ouest que les Soviétiques. Ils ont manifesté à plusieurs reprises (1956, 1958, 1981 notamment) qu'ils se débarrasseraient volontiers du régime communiste si ce dernier n'était imposé par la force du "grand frère". Malgré leur "normalisation" apparente, rien n'interdit d'espérer là-bas de nouvelles tentatives de libéralisation, voire de libération.

En URSS, en revanche, il n'y a jamais eu de démocratie. Le peuple n'a connu que des systèmes politiques autoritaires, tsariste ou communiste. Le communisme n'y est pas imposé par une puissance perçue comme étrangère, sauf peut-être dans certaines régions comme les pays baltes, l'Ukraine ou les Républiques musulmanes d'Asie. Mais, même dans ces régions, une habile politique des nationalités semble avoir réduit le potentiel subversif des sentiments nationalistes. Et puis, même si le niveau de vie du Soviétique moyen est faible en comparaison du nôtre, il a considérablement augmenté, et les générations les plus anciennes peuvent en témoigner. Ainsi Zinoviev a-t-il pu parler d'un "*homo sovieticus*", formé par des décennies de régime communiste.

Dans ce consensus soviétique, la dimension "patriotique" est indéniable. D'où le rapport particulier du peuple russe avec ses forces armées : la description de l'éducation militaire à l'école, faite ici par Jeanne Brunschwig, est certainement inquiétante. Par ailleurs, même si nous réfutons la propagande de certains milieux militaristes occidentaux (comme celle de M. Reagan pour qui l'URSS est "l'empire du mal") qui présentent l'URSS comme une super-puissance militaire prête à nous envahir à la moindre occasion, nous ne pouvons tomber dans l'excès inverse et faire comme si ses forces armées ne constituaient aucun danger pour notre légitime désir de liberté et d'indépendance. Partisans de la détente et du désarmement, mais décidés à défendre les libertés, même formelles et imparfaites, là où elles existent, il est logique que nous explorions des moyens autres que militaires, qui pourraient, au besoin, faire pression sur les dirigeants soviétiques. En ce qui concerne les pressions économiques, Jacques Sapir présente ici une analyse documentée de leurs possibilités et de leurs limites.

Au moment où Gorbachev semble vouloir revenir au climat de la "détente", n'oublions pas que la détente diplomatique entre chefs d'Etat ne se traduit pas nécessairement par une amélioration de la situation des peuples : la course aux armements peut prendre de nouvelles formes ; les atteintes aux libertés peuvent se perpétuer, voire s'accroître. Tant que l'Europe sera dominée par la logique des blocs, les alternances de chaud et de froid entre Moscou et Washington ne seront que péripéties. C'est pourquoi nous avons intégré dans ce dossier un article sur les efforts de ceux qui militent pour une Europe échappant à la division Est-Ouest : où en est cette difficile construction d'un mouvement de *citoyens* indépendants de leurs gouvernements respectifs ? Le bilan est encore maigre, mais nous ne doutons pas que ce soit la voie à suivre.

A.N.V.

DISSIDENCES

LES ATTITUDES OPPOSITIONNELLES DANS LES PAYS DE L'EST EUROPÉEN DEPUIS 1953

Jean CHIAMA

Jean CHIAMA est professeur d'Histoire et de Géographie. Il a publié divers articles sur les pays de l'Est. Il est notamment le co-auteur de l'ouvrage Histoire de la dissidence paru en 1982 aux éditions du Seuil. Il est membre de l'IFRI (Institut français des relations internationales).

IRRÉGULIÈREMENT, les médias en Occident mettent dissidents et dissidence venus de l'Est, à "la une". Le plus souvent, c'est à l'occasion d'une condamnation, d'un échange, d'un bannissement, comme avec l'arrivée en Israël d'Anatoly Chtcharansky.

Dans l'ensemble, cette dissidence est présentée comme le fait d'une petite frange d'intellectuels, c'est-à-dire dans un sens restrictif et uniforme. Il faut convenir que le terme "dissidence" est ambigu. Étymologiquement, le mot vient du latin "dissidentia" et recouvre le sens de scission, de séparation d'avec une "Eglise officielle". Mais il a aussi et surtout un

sens quantitatif et désignerait alors une minorité par rapport à la majorité qu'on a quittée. Ce mot est apparu pour la première fois en URSS en 1978 dans l'Abrégé du Dictionnaire politique ; il y prend le sens suivant : « Terme employé par la propagande impérialiste, pour désigner une poignée d'individus, de renégats, coupés de la société socialiste, qui se sont engagés sur la voie de l'activité anti-soviétique, enfreignent la loi et, privés de soutien à l'intérieur du pays, s'adressent à l'étranger, aux services de renseignements et de propagande impérialistes ».

En réalité, ce vocable recouvre, dans notre esprit, l'ensemble des manifestations d'opposition, multi-

formes et pluralistes, intervenues dans les pays du bloc soviétique depuis la mort de Staline. Elles offrent cependant des degrés divers, du refus passif à l'acte révolutionnaire, et ne peuvent donc pas être placées sur le même plan. C'est l'omnipotence du pouvoir d'Etat totalitaire qui aboutit à ce fractionnement de la contestation, mettant en évidence les contradictions du système politico-économique en place.

Le refus

Dans les démocraties de type occidental, le concept d'"opposition" est clair et donne lieu à de multiples études scientifiques. Dans les démocraties populaires, l'opposition légale n'existe pas, n'est pas reconnue. C'est pourquoi il n'est pas aisé de répertorier les principales attitudes oppositionnelles*.

Un premier degré consiste à refuser de participer à tout ce qui n'est pas absolument obligatoire, comme l'adhésion active au parti unique ou omnipotent. Les élections législatives du 13 octobre 1985 en Pologne témoignent d'une telle attitude. Le mot d'ordre de l'"opposition" incarnée par *Solidarité* et l'Eglise était : "bojkot". Il a su forcer le barrage des autorités. Or, il s'agit bien d'un barrage, car tout est fait dans ces pays pour inciter l'électeur à "remplir son devoir" (les bureaux sont ouverts en permanence entre 6 h et 22 h, la publicité à la télévision, la pression auprès des enfants des écoles... vont dans le même sens).

D'après les calculs effectués par "Solidarité clandestine", 66 % des électeurs seulement se sont rendus aux urnes, ce qui signifie que plus de 5 millions d'inscrits se sont abstenus. Même les résultats officiels indiquent 78 % de votants, ce qui est peu par rapport aux 98 % de 1980. Ce sont surtout les ouvriers

des grandes cités comme Nowa Huta, Gdansk ou Lodz qui ouvertement sont les plus nombreux à ne pas s'être présentés aux bureaux électoraux : la dictature du prolétariat est freinée !

L'opposition à des normes socio-économiques ou socio-culturelles est aussi un indicateur du malaise social dans les pays de l'Est. Le "paradis socialiste" ne s'est pas encore débarrassé des survivances du passé : vol, corruption, trafic d'influences, flânerie dans les entreprises et les bureaux. Il est « le plus grand marché noir du monde », selon l'expression d'Hedrick Smith, cette économie parallèle s'avérant l'indispensable palliatif au manque, à la pénurie.

Les autorités elles-mêmes reconnaissent, depuis quelques années, la recrudescence de fléaux comme l'alcoolisme ou l'absentéisme. Elles font savoir que le chômage - qui avait été rayé dans le dogme des années trente - revient, des jeunes n'hésitant pas à quitter souvent volontairement leur emploi et attendant pour en trouver un meilleur, alors qu'ils risquent au terme de trois mois d'être traités comme des "parasites sociaux" et punis à ce titre. La perte d'intérêt face au travail quotidien amène, comme en Hongrie, à "faire la perruque", c'est-à-dire à fabriquer un objet en fraude, objet devenu un symbole de la création « sans chronos, sans contrôleurs, sans contremaîtres », comme l'écrit Miklos Haraszti. La jeunesse, apolitique, a une vraie ferveur pour la musique venue du "capitalisme honni". L'establishment tour à tour la condamne, tente de la récupérer dans le cadre des structures officielles : «... Les plus clairvoyants de l'équipe dirigeante ne se font pas d'illusions ; ils savent que la classe d'âge née dans les années 50 est perdue à tout jamais pour le communisme... Aussi ont-ils élaboré des plans dont le but est, sinon d'attirer la jeunesse, du moins de la neutraliser... » (*Tygodnyk Wojenny*, Prague, 1.12.82, article reproduit dans *Problèmes Politiques et Sociaux*, 1.7-30.9.85). En 1979, l'actualité a pu fournir un exemple de l'engouement de la jeunesse pour cette musique.

* Il ne peut être question, dans un court article, de prétendre rassembler l'ensemble des manifestations d'opposition. Nous nous contenterons de donner quelques exemples.

A cette date, le chanteur Elton John a constaté avec stupéfaction, lors d'une tournée en URSS, que malgré l'absence totale de diffusion de ses disques dans le pays, les jeunes Soviétiques reprenaient en chœur ses chansons... entendues sur les radios "étrangères".

Pratiquer une religion dans les pays où la Constitution impose l'athéisme, où tout est mis en œuvre pour anéantir toute vie religieuse, est en même temps un acte de foi et un acte politique. Ce refus de l'athéisme est pourtant réel et les dirigeants (pas seulement en Pologne catholique) sont contraints de reconnaître que la politique anti-religieuse n'a pas conduit à la disparition des Eglises. Les catholiques, surtout en Pologne, Ukraine, Pays baltes, demeurent actifs ; les protestants baptistes développent leurs communautés ; les Juifs éparpillés s'affirment comme une force et songent à Israël ; les Musulmans retrouvent leurs pratiques de l'Islam ; l'Eglise orthodoxe, même contrôlée et souvent soumise, connaît un renouveau à la base. Récemment, l'actualité s'est fait l'écho de cette répression et, malgré elle, de la jeunesse de la foi. Un Ukrainien de 43 ans, Josyf Terelja, a été condamné, en août 1985, à 7 ans de camp et 5 ans de relégation, pour avoir dirigé une revue catholique. Il a déjà passé 18 ans en détention !

Lors de l'anniversaire de la mort de saint Méthode, en Moravie, en juillet 1985, 150 000 personnes étaient présentes aux cérémonies. 40 000 catholiques, essentiellement des jeunes, se rendirent en pèlerinage, en septembre 1985, en Slovaquie...

La religion se confond souvent avec les revendications nationalistes. Des minorités ethnico-religieuses ont su en effet maintenir, souvent avec héroïsme, leurs valeurs culturelles originales, leur religion comme leur langue. Cela prend parfois un ton violent, comme en Estonie, dans la ville universitaire de Tartu, où, en septembre 1985, de violents affrontements opposèrent des étudiants d'origine estonienne à des étudiants de langue russe. Ce double refus

apparaît comme un autre degré dans la voie de la contestation. Il arrive même que cette dernière prenne la forme d'une action constante par la non-violence. L'opposant devient alors un résistant.

La contestation résolue

« Autrefois, écrivait Piotr Grigorenko à l'automne 1967, je raisonnais comme un bolchevik typique. Je voulais créer une organisation conspiratrice illégale, distribuer des tracts illégaux. Il n'y a plus maintenant ni organisation ni tracts. Ce sont des actions franches et ouvertes contre tous les exemples d'usage de l'arbitraire, contre le mensonge et l'hypocrisie, contre les déformations de la vérité. Autrefois, j'appelais à renverser le régime de l'époque et à revenir en arrière, au point où Lénine s'était arrêté. Maintenant, j'appelle à la liquidation des plaies visibles de la société, je lutte pour l'application stricte des lois existantes et pour la réalisation effective des droits que notre Constitution promet à notre peuple. Autrefois, j'appelais à la révolution. Maintenant, je mène une lutte ouverte à l'intérieur de notre cadre de vie et dans les limites autorisées par la loi, afin de démocratiser notre vie publique ».

De fait, les actions violentes des dissidents, même si la perception en est difficile, apparaissent comme marginales. Rappelons-nous la réprobation unanime des contestataires contre l'attentat perpétré en janvier 1969 contre Léonid Brejnev, au moment de la réception des cosmonautes sur la Place Rouge.

C'est à partir de 1965 que les résistants vont faire appel au légalisme dans des tracts, au cours de manifestations publiques vite réprimées, à l'occasion de procès.

Ils protestent à visage découvert, s'appuyant sur les lois du pays et les accords internationaux. Pendant toute la période de l'après-Staline, le véhicule de base, dans ces sociétés fermées, reste cependant (en dehors des "radios extérieures" dont Paul Goma

Pour en savoir plus

Jean CHIAMA et Jean-François SOULET, *Histoire de la Dissidence*, oppositions et révoltes en URSS et dans les Démocraties Populaires, de la mort de Staline à nos jours, Paris, Ed. du Seuil, 1982.

Basile KERBLAY et Marie LAVIGNE, *Les Soviétiques des années 80*, Paris, Armand Colin, 1985.

Vladimir BOUKOVSKI, *Et le vent reprend ses tours ; ma vie de dissident*, Paris, Laffont, 1978.

Miklos HARASZTI, *Opposition = 0,1 %*. Extraits du *samizdat hongrois*, Paris, Ed. du Seuil, 1979.

Piotr GRIGORENKO, *Mémoires*, Paris, Presses de la Renaissance, 1980.

Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, *Le pouvoir confisqué*, Paris, Flammarion, 1980.

Bernadette MORAND, *Combats pour la foi en URSS*, Paris, Mame, 1979.

Cahiers du Samizdat, Bruxelles.

Pierre FOUGEYROLLAS, *Les métamorphoses de la crise*, Paris, Hachette, 1985.

Vladimir GEDILAGHINE, *Les contestataires en URSS*, Paris, Casterman, 1974.

La nouvelle alternative

Une excellente revue pour connaître les pays de l'Est, et notamment ce qui y bouge dans la société, la culture, la politique.

Abonnement : 180 F pour un an (4 numéros).

Adresse : 14, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.

pouvait dire que "tous les écoutaient"), l'auto-édition, ou *samizdat*. C'est un phénomène permanent et quasi général dans l'ensemble des pays de l'Est. Limité à l'origine au domaine littéraire, entre les mains d'une poignée d'intellectuels soviétiques, le *samizdat*, avec la diffusion du compte rendu sténographié du procès du poète Joseph Brodski en 1964, puis la publication, en 1966, du "livre blanc de l'affaire Siniavski-Daniel", commença à s'orienter vers la diffusion d'informations générales et à caractère socio-politique. Cette diversification est attestée par les débuts, en 1968, de la "Chronique des événements en cours", périodique clandestin qui vit son importance croître régulièrement. C'est par le canal du *samizdat* que les grandes figures de la contestation intellectuelle furent connues en Occident. Ces œuvres renseignent sur la répression, les révoltes et protestations, et suffisent à démontrer la soif intense de liberté et l'aptitude à se mobiliser d'une partie de la population. Cette aptitude à se mobiliser est aussi fournie par d'autres moyens comme l'humour, l'utilisation de manifestations comme des rencontres sportives ou des représentations théâtrales, des funérailles... Le *samizdat* offre également aux artistes et écrivains non conformistes la possibilité d'échapper au "réalisme socialiste".

Cette auto-édition renseigne sur la naissance et le développement des mouvements organisés, des mouvements des droits de l'homme qui se propagent, malgré les poursuites, à partir de la décennie 70, mais qui ont leur source dans "l'Appel civique" d'Essénine-Volpine en novembre 1965. Désormais, les accusés vont opposer le droit à l'idéologie, prenant appui sur les lois et les constitutions. C'est ainsi que se formèrent les bases du mouvement démocratique animé par les « figures de proue de la dissidence soviétique », de Grigorenko à Sakharov en passant par Boukovski. Ces mouvements pour le respect des droits de l'homme proliférèrent quantitativement et spatialement. Tous, de la *Charte 77* en Tchécoslovaquie aux "Groupe Helsinki" et au "Comité de sou-

tion aux travailleurs victimes de la répression" en Pologne, font appel à l'opinion, dans leur pays et à l'extérieur.

C'est en URSS que Vladimir Klebarov tenta à deux reprises d'organiser une association autonome des travailleurs, première "Association du syndicat libre de défense des travailleurs", « pour défendre ses membres en cas de violation de leurs droits... par tous les moyens possibles, dans le cadre de la Constitution et des accords internationaux signés par le gouvernement soviétique ». Ce mouvement fut suivi d'initiatives semblables en RDA, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, et surtout en Pologne avec la création de *Solidarité*.

Ces mouvements pour la défense des droits de l'homme comprennent des démocrates comme des autocrates, des partisans du capitalisme et des proches du socialisme. Ils viennent de tous les horizons. Ce qu'ont en commun les représentants des mouvements nationaux, religieux, culturels, ouvriers, de la jeunesse, féministes, pour le droit à l'émigration... c'est qu'ils s'efforcent de penser par eux-mêmes.

Si ces divers mouvements s'interpénètrent, l'hétérogénéité de ses divers composants reste une faiblesse : le terme "dissidence" (les querelles des "exilés" une fois en Occident le montrent) convient mieux pour faire état des protestations qu'ils eurent l'audace d'émettre à voix haute que pour indiquer une voie vers autre chose.

L'échec (ou la "récupération") des mouvements de grève à caractère strictement socio-professionnel ou ayant engendré de véritables insurrections, comme en Pologne en 1970 et 1980, en est un exemple. Manifester ouvertement est pourtant une audace, puisque, comme le rappelle le journal *Izvestia* en date du 27 mars 1978, « Chez nous, il est interdit de penser autrement que la majorité ».

Mais, lors des grands mouvements de fond, à Berlin en 1953, à Budapest et à Poznan en 1956, et

plus encore en Tchécoslovaquie en 1968, dans la Pologne de 1980, où était la majorité ? La "normalité" ne se trouvait-elle pas du côté des "révisionnistes" tchécoslovaques ayant entrepris de réformer par le haut le Parti et le régime, autour de *Solidarité* et de Walesa, désireux de mettre en place une opposition organisée ?

L'unité dans l'hétérogénéité des formes d'opposition réside dans le fait que ces dernières font ressortir les terribles contradictions du système économicopolitique mis en place, il y a près de 70 ans, en Russie et reproduit dans les démocraties populaires, trente ans plus tard. N'est-on pas en pleine contradiction lorsque, dans ces pays de planification autoritaire, de socialisme économique, est presque tolérée la "loi du marché" par le biais de l'"économie parallèle" ? N'est-on pas en plein trouble idéologique lorsqu'il s'avère que des contestataires sont "vendus à l'Ouest", afin d'équilibrer la balance commerciale ?

Une lettre ouverte d'un jeune ouvrier soviétique, Oleg Alifanov, le 30 juillet 1985, au Comité Central du Parti communiste de l'Union soviétique, constitue le plus formidable réquisitoire qui soit contre cette société, ce système en crise. Tout est passé au crible par cet homme « venant de la classe ouvrière, c'est-à-dire de l'élément moteur, de l'avant-garde de la société soviétique » : les conditions de logement, la pénurie de biens de consommation, le niveau de vie, la liberté d'expression et les droits de l'homme, la dégénérescence de la société, les classes sociales et les privilèges, la guerre en Afghanistan... Selon cet homme, « ouvrier des plus ordinaires », comme il se dépeint, il y a une extraordinaire contradiction entre ce que le Parti dit et ce que la réalité montre. Il termine ainsi sa lettre : « ... Tout homme doit avoir le droit de donner son opinion ; dans notre pays, ce droit n'existe pas, et ce n'est pas seulement mon opinion. Et savez-vous pourquoi beaucoup se taisent ? Ils ont peur. Pourquoi ? ».

LA DISSIDENCE SURVIVRA-T-ELLE EN L'AN 2000 ?

Danielle ARTMANN

Diplômée en histoire de l'URSS, journaliste free-lance, Danielle Artmann est une des correspondants du "groupe de Moscou pour la confiance" en Europe.

« S'il arrivait à l'avenir que l'on n'entende plus parler des protestations pour la défense des droits de l'homme, si rien ne filtrait plus du dialogue que des gens essayent d'engager avec les autorités, cela ne signifierait pas que le mouvement pour la défense des droits de l'homme a cessé d'exister. Celui-ci a toujours existé et il continuera d'exister, ne serait-ce que dans les camps, où les prisonniers politiques, qui auparavant ne protestaient qu'en privé, apprennent à revendiquer ouvertement. »

To defend these rights, Valery Chalidze, cofondateur, en novembre 1970, du Comité de Moscou pour les Droits de l'Homme.

LES forces d'opposition, vaguement affiliées bien qu'extrêmement diverses, dont on a pris connaissance à l'Ouest sous le terme générique de "mouvement de la dissidence soviétique", traversent aujourd'hui une période prolongée d'hibernation. La persécution par les autorités soviétiques des simples citoyens qui tentent de s'exprimer librement continue sans répit. Les croyants, les militants pour les droits politiques et culturels des minorités ethniques, les défenseurs des droits de l'homme et les militants de la paix sont harcelés et souvent arrêtés et emprisonnés. En dépit de ces formidables obstacles, les individus persévèrent dans la ligne des générations précé-

dentes avec, cependant, d'autres formes d'organisation. Une nouvelle génération a donc, dans une certaine mesure, repris les tâches de la première vague des dissidents soviétiques.

En dépit des rumeurs persistantes à l'Ouest sur une "libéralisation" de l'Union soviétique qui serait sur le point de s'amorcer, le 27^e Congrès du Parti a clarifié les choses, du moins en ce qui concerne les possibilités immédiates de changement et les possibilités d'en débattre. Certes, le Congrès et les événements qui l'ont entouré ont lancé un mini dégel à la Khrouchtchev. Certains rapportent que les signes de changement étaient dans l'air du

Congrès. Ainsi, en ce qui concerne l'économie, Gorbatchev a invoqué Lénine et la NEP, qui reste un modèle pour de nombreux réformateurs radicaux ; il a rejeté les "demi-mesures", "les vieilles habitudes et les anciens stéréotypes" et apporté son soutien à des propositions telles que l'entreprise privée au sein des entreprises de service, "les méthodes orientées vers le profit" et ainsi de suite. Au niveau culturel, son appel à parler avec plus de franchise des nombreux problèmes de la vie publique a été promptement répercuté par les organes médiatiques officiels. Des anti-staliniens de la maison tels que Yevtechenko, dont les attaques, publiées dans la *Literaturnaya Gazetta*, contre la corruption et les privilèges officiels remontent au début de l'ère Khrouchtchev, se sont vu accorder une nouvelle importance. Récemment, Bulat Okudzhava, écrivain et chanteur extrêmement populaire, s'en est pris sur scène à Staline avec violence. L'accusant d'avoir fait "couler le sang comme l'eau", il suscita les applaudissements du public. Une libéralisation de la censure semble se faire jour dans les publications officielles, littéraires aussi bien que sociales et politiques. Gorbatchev apparaît comme un "réformateur" au vrai sens du terme, dans la ligne de la meilleure tradition soviétique ; sans appeler à la restructuration politique de la société, il a réussi à rendre une légitimité au principe d'un changement fondamental dans le respect du cadre existant.

Mais il est peu probable que ces évolutions améliorent le traitement des opposants qui languissent déjà dans les camps ou les hôpitaux psychiatriques, ni celui de ceux qui luttent aujourd'hui à leur façon pour une société plus pluraliste. "L'esprit de Genève" n'a pas affecté le code des lois soviétiques, qui s'est élargi, ces dernières années, au point que les institutions officielles peuvent accroître légalement, si elles le désirent, leur contrôle sur la vie des citoyens. Quelques exemples suffiront ici. En 1982, l'URSS a démantelé son système de téléphone automatique qui reliait directement les citoyens ordinaires de l'Est et de l'Ouest ; en 1984, furent introduites de nouvelles peines transformant en crime le fait de transmettre à des étrangers toute information portant sur une activité professionnelle, de leur fournir un logement, des moyens de transport ou d'autres services. Une interprétation récemment élargie de l'ancien article 190-1 (« divulgation d'affirmations délibérément fausses qui diffament l'Etat soviétique ») stipule

que désormais la simple *possession* de littérature interdite, en quelque quantité que ce soit, peut constituer une *intention* de la distribuer !

En raison du brouillage intense des programmes en langue russe diffusés à partir de l'Ouest – qui avait cessé quelque temps – il est extrêmement difficile pour un citoyen soviétique d'entendre la BBC, la Voix de l'Amérique ou Radio-Liberté. Considérée dans son ensemble, la situation n'est pas radicalement différente, au plan légal, de ce qu'elle était il y a plusieurs années ; mais tous ces petits changements contribuent au malaise et à la détresse extrême qui se manifeste dans le milieu dissident.

Flux et reflux de la dissidence

Entre 1965 et 1980, le mouvement dissident a lancé des appels aux autorités soviétiques sur une grande variété de sujets, adressé des requêtes aux organisations internationales, lancé des appels aux hommes politiques et aux gouvernements étrangers. Un travail méticuleux à l'intérieur, associé à des liaisons bien coordonnées avec les Occidentaux, en particulier avec des correspondants étrangers, à propulsé le mouvement vers ses bruyants succès : il était là désormais et avait amorcé une sorte de dialogue – aussi hésitant soit-il – avec le régime et avec la population soviétique. L'opposition démocratique, en particulier, insiste sur ce dernier aspect, s'efforçant d'éduquer le grand public, pour lui faire prendre conscience que l'autorité du Droit est une condition importante de la liberté. En fait, tous les opposants ont adhéré à cette conception legaliste, qui est le seul principe partagé par tous ces groupes, divers et parfois rivaux.

Les actions dans lesquelles ils se sont engagés sont bien connues et n'ont pas à être rappelées ici. En dépit des luttes continuelles de quelques citoyens soviétiques pour maintenir le mouvement antérieur, ses premiers militants ont été, pour la plupart, ou emprisonnés ou exilés à l'Ouest. Pour beaucoup, la "mort" de fait des mouvements est survenue en septembre 1982 lorsque le groupe Helsinki de Moscou annonça qu'il était contraint d'interrompre ses activités parce que ses trois membres restants étaient menacés d'arrestation. Ce moment marque certainement la fin d'une époque dans l'histoire de la dissidence sovié-

que ; mais peut-être marque-t-il plus encore la fin d'un certain type de relation entre l'intelligentsia, qui a largement alimenté les rangs du segment "universel" et "altruiste" du mouvement dissident, et l'Etat.

Les principes moraux intransigeants qui caractérisaient le noyau des membres du mouvement, les isolaient de la grande majorité de la population, et parfois même de ceux qui, tout en éprouvant de la sympathie pour leur cause, jugeaient cependant qu'ils étaient trop "radicaux" dans leur approche. Le manque frappant d'intégration de l'intelligentsia dans la vie politique de l'Etat - qui a des racines historiques profondes - explique que, lorsqu'elle en vint ouvertement aux prises avec le gouvernement, ce ne fut que pour clamer son opposition. Ainsi la leçon de ce mouvement semble être la suivante : ou bien l'intelligentsia doit tenter de prendre part au processus de décision de l'Etat soviétique, ou bien elle reste confinée dans un rôle marginal, qui lui interdit d'exercer son influence dans un sens constructif en aidant la société à évoluer vers un plus grand pluralisme.

Il semble clair, dans le contexte soviétique, que tout mouvement qui prétend attirer à lui "les gens de la rue" doit mettre en avant des problèmes qui correspondent à leurs préoccupations naturelles : ces problèmes devraient les mobiliser beaucoup plus fortement que la défense des droits d'autrui. En effet, malgré son caractère explosif, le message des défenseurs de ces droits n'a pas touché la population. Que "le peuple" ne se soit pas engagé dans cette lutte exprime pour une part - si on laisse de côté le rôle de l'idéologie - que ses enjeux ne lui sont pas apparus comme suffisamment importants pour son existence en regard des risques à encourir. Ni les libertés d'expression et d'association, ni la justice sociale n'ont réussi à mobiliser significativement en dehors des rangs de l'intelligentsia.

Ainsi, les seuls mouvements sociaux qui ont pris un caractère de masse durant cette période de la dissidence soviétique ont été les mouvements nationalistes, celui des Tatars de Crimée ou le mouvement juif pour l'émigration par exemple. Ce dernier unifie les Juifs à travers les différences idéologiques et les distinctions de classe dans leur effort pour quitter l'URSS. Il leur faut à cette fin obtenir un visa spécial pour Israël en invoquant le motif officiel de "rapatriement de la famille". Leur succès et leurs échecs sont largement connus à travers tout le pays, bien au-delà

de l'intelligentsia. La présence permanente, dans les grandes villes, des "refuzniks", c'est-à-dire de ceux qui se voient refuser arbitrairement leur visa par les autorités soviétiques, leurs manifestations publiques opiniâtres, révèlent à tout un chacun l'absence persistante de souplesse du régime et, en apparence, sa toute puissance.

Tout ceci n'encourage guère à l'action. Il ne faudrait pas penser pour autant que ces seuls obstacles suffisent à dissuader les gens. S'il est évident que le Parti fonde son pouvoir, pour une part, sur le KGB, la police et l'armée, il n'est pas moins clair qu'il s'appuie également sur le solide terrain du peuple russe. Les mythiques "masses laborieuses" ont moins été écrasées par le "totalitarisme" ou l'ancien Etat policier stalinien qu'elles ne se sont désagrégées en vivant dans un état de "mécontentement passif" ou de "satisfaction apathique".

Les grèves et les rébellions isolées, qui se produisent régulièrement jusque dans les coins les plus reculés du pays, sont en général dirigées contre les responsables locaux bien plus que contre le système global. On ne saurait nier qu'un système qui fournit à presque tous les citoyens soviétiques éducation secondaire gratuite, soins médicaux, allocations de logement et pensions de retraite, réfrène fortement les aspirations à des bouleversements. Dès lors, il n'est guère surprenant que les militants des causes de type "universel" ou "altruiste" - oppositions démocratique et socialiste, mouvement des travailleurs - ne fournissent qu'un tiers des effectifs des prisonniers actuels. Les militants religieux, les nationalistes et les candidats à l'émigration constituent les deux autres tiers. Ainsi, c'est le plus souvent en fonction d'intérêts particuliers - étant donné le régime existant et les peines encourues - que des gens s'engagent dans des activités politiques. Il faut donc compter avec un consensus politique, qui pour être tenu n'en existe pas moins.

Les anciens dissidents, en URSS ou à l'Ouest, ont conscience de ce problème et souhaitent que soient tirées les leçons de leurs erreurs. Les bénéficiaires de ces mises en garde semblent être les nouveaux mouvements de paix, qui ont surgi dans tout le pays et qui font appel à la fois à des organisations structurées proches de celles du mouvement précédant des droits de l'homme et à des manifestations de masse organisées de façon plus lâche.

Une nouvelle vague : la paix

Six années après l'invasion de l'Afghanistan, l'URSS ne semble pas plus proche qu'au début d'une solution politique. La résistance, l'appui soutenu de la population et une importante aide étrangère empêchent les Soviétiques de faire la décision. Cette présence permanente de troupes



soviétiques sur un territoire étranger a imposé un lourd tribut en vies humaines à la population (au moins 10 000 soldats tués et 25 000 autres blessés) et a suscité une lutte intérieure autour d'un thème - la paix - qui, plus que tout autre, est utilisé comme ciment de toutes les aspirations par l'idéologie actuelle. Dans les régions frontalières, l'opposition s'exprime avec force et tourne parfois à l'explosion violente. Ainsi au printemps 85, une manifestation, dont on a largement fait état, a eu lieu à Yeran, puis une autre en Géorgie. En juin de la même année, il y eut à Astrakhan des accrochages entre de jeunes appelés Chéchen (Caucase du nord) et le commandement militaire local lorsque les premiers apprirent qu'ils étaient affectés, pour être formés, en Afghanistan. S'y opposant formellement, ils expliquèrent qu'ils se refusaient à tuer leurs frères musulmans. La révolte fut réprimée sans ménagement, faisant des victimes, morts et blessés, de part et d'autre.

On explique aux soldats soviétiques qu'ils partent apporter une "assistance fraternelle" au peuple afghan ; mais c'est une résistance nationale et une haine infinie qui, au lieu de la gratitude attendue, les accueillent habituellement. La démoralisation des troupes a conduit, rapporte-t-on, à une consommation sans précédent de drogue et, par suite, à des relations commerciales illégales avec l'ennemi en vue de se procurer la "marchandise".

Certains ont préféré se déclarer objecteurs de conscience plutôt que de prendre part à cette guerre. Ces jeunes hommes sont, pour la plupart mais non exclusivement, membres de divers groupes religieux, comportant les témoins de Jehovah, les baptistes, les pentecôtistes. Aucun service alternatif à la conscription n'est reconnu officiellement et les objecteurs sont régulièrement arrêtés et emprisonnés en vertu des lois régissant l'insoumission au service obligatoire (art. 80), le refus de se présenter au recensement et aux entraînements (art. 198.1) et le refus de prêter le serment militaire (art. 249). Il arrive que les soldats pratiquants qui ne prêtent pas le serment ne soient pas persécutés mais transférés dans des chantiers de construction. Mais ils doivent, le plus souvent, subir un traitement brutal.

Les Juifs et les chrétiens qui souhaitent émigrer cherchent souvent à se soustraire au service militaire actif. En effet, sous prétexte qu'il pourrait avoir donné accès à des secrets militaires, toute possibilité de quitter le pays peut

être fermée à ceux qui l'ont effectué. Les candidats à l'émigration se voient souvent refuser leur visa pour cette raison. C'est pourquoi la perspective du service militaire et le refus de porter les armes jouent un rôle important dans les cercles "refuzniks".

L'aspiration à la paix et les sentiments nationalistes qui, dans plusieurs Républiques, viennent à se mêler, pourraient donner naissance à la force la plus explosive que le pays ait connu. Ainsi, dans les Républiques baltes, les poursuites et les procès de ces dernières années indiquent que circulent des appels pour la paix et une importante littérature clandestine et que les militants locaux ont des contacts avec Moscou et avec l'étranger. En Lituanie, par exemple, un citoyen s'est associé à un récent appel aux gouvernements d'URSS et d'Europe du Nord pour inclure les Républiques baltes dans une zone dénucléarisée. En 1981, une pétition appelant au retrait des missiles soviétiques du sol de Lituanie a rassemblé 38 signatures. L'année suivante, des tracts protestant contre la poursuite de la guerre en Afghanistan ont circulé ; on pouvait y lire : « Nos fils ne doivent pas tuer les fils et les filles afghans. Liberté pour les Afghans et les Lituanais ». Un peu plus tard, en Estonie, un long samizdat fut distribué, à l'occasion de la Conférence de Stockholm pour la sécurité et le désarmement en Europe, par une association de défenseurs de la paix qui avait pris pour nom "Baltique Dénucléarisée".

Les autorités soviétiques ont cherché à discréditer ces luttes en dénigrant les leaders baltes déjà emprisonnés et en diffamant ces associations, prétendant par exemple qu'elles étaient manipulées par l'Ouest.

Le "Groupe pour établir la confiance entre l'URSS et les Etats-Unis", basé à Moscou, a fêté son 4^e anniversaire le 4 juin 1986. C'est un groupe de paix indépendant. Il prône la suppression des armes nucléaires à l'Est et à l'Ouest et appelle à l'instauration « d'un dialogue à quatre par lequel les gouvernements et les opinions publiques des Etats-Unis et d'URSS » pourraient prendre part au processus de décision concernant l'armement. En dépit du caractère prudent de leur plate-forme, qui se limite aux problèmes de la paix et évite toute critique trop directe de l'URSS, les membres du groupe ont dû souffrir un harcèlement pénible. Ce groupe est cependant le seul mouvement dissident de la capitale à s'être maintenu et à continuer de

recruter de nouveaux membres.

Bien qu'ils se soient abstenus de tout commentaire sur Sakharov, sur l'Afghanistan ou sur toute autre question considérée comme tabou par le gouvernement, de nombreux membres fondateurs du groupe ont été expulsés du pays, et plusieurs autres purgent des peines dans un camp ou en exil intérieur. Depuis juin 85, de jeunes membres du groupe ont subi une pression accrue et beaucoup d'entre eux ont été condamnés à des séjours dans des hôpitaux psychiatriques pour adultes (même s'ils n'avaient pas l'âge légal) où ils ont été maltraités et invités par le KGB à se rétracter – ce qu'aucun n'a fait cependant. Les autres ont le "privilège" des arrestations à domicile, des courts séjours en prison, des coupures régulières de téléphone et des expulsions de l'Université ou du Komsomol. Bref, on recourt à la même tactique que celle qui fut utilisée contre les participants aux précédents mouvements d'opposition, avec cependant une main un peu plus légère.

Cela n'a pas empêché le Groupe de poursuivre ses séminaires hebdomadaires consacrés aux problèmes de la paix, de manifester dans les rues à l'occasion, de faire circuler des pétitions contre la guerre et d'organiser des expositions dans des appartements de Moscou. Le groupe maintient, d'autre part, d'excellentes relations avec les mouvements de paix indépendants aux Etats-Unis et en Europe occidentale, dont les membres lui rendent régulièrement visite lorsqu'ils viennent en URSS. Enfin, il organise, parallèlement aux événements officiels comme les rencontres de Genève, des mini-sessions diplomatiques. Il s'agit, en tant que simples citoyens soviétiques, de promouvoir la "détente par le bas". Ils ne revendiquent pas le titre de "dissidents" et insistent sur le fait qu'ils souhaitent dialoguer ouvertement et dans la légalité avec l'Etat, en dépit de l'absence patente d'intérêt des autorités pour ce dialogue.

Quand la première pétition du Groupe pour la confiance fut mise en circulation, elle rassembla quelque mille signatures à travers le pays, plus qu'aucune autre pétition dans la phase précédente du mouvement. Des groupes pour la confiance avaient été constitués dans huit autres villes soviétiques, et certains d'entre eux avaient publié leur propre texte, proche cependant de l'original. Mais, comme c'est souvent le cas, la plupart de ces petits groupes étaient trop isolés et ont été rapidement écrasés par la répression

du KGB. Il est impossible de savoir avec certitude combien de personnes participent activement aux activités du groupe, mais on estime qu'elles sont approximativement mille à s'être engagées sérieusement, soit qu'elles aient participé aux actions prévues et organisées par le groupe, soit qu'elles aient assisté à un séminaire ou encore qu'elles aient disséminé des informations... On estime que 40 personnes environ assistaient, l'hiver dernier (1986), aux séminaires de Moscou.

Le Groupe est renforcé dans certaines occasions par la présence des membres de deux groupes de la contre-culture, connus sous les noms d'"Initiative Indépendante" et de "Groupe pour la bonne volonté". Il semble que ces collectifs soient composés d'étudiants et de jeunes gens dont certains se réfèrent à la période *hippie* des années 70, où plusieurs centaines de jeunes refusant la conscription avaient été internés dans les hôpitaux psychiatriques et où il y eut un engouement pour la musique et les idées occidentales. Les membres de "Bonne Volonté" ont fait de John Lennon, le dernier chanteur des Beatles, leur héros ; chaque année ils organisent, sur les collines Lénine, des manifestations de paix, chantent ses chansons, arborent des posters pacifistes et distribuent des tracts réclamant l'abolition de la peine de mort et l'arrêt de la guerre en Afghanistan. Certains d'entre eux ont, en outre, appuyé ouvertement les positions des objecteurs de conscience. Plusieurs de ces jeunes pacifistes seraient détenus depuis juin 83 dans des hôpitaux psychiatriques.

Certains membres de ces groupes ont commencé à collaborer avec le Groupe pour la confiance ; mais le "père" des mouvements de paix indépendants garde une image sévère : ses membres sont d'anciens scientifiques, des étudiants, des artistes et, occasionnellement, des *refuzniks*. Ils essayent cependant d'atteindre un plus large public en s'efforçant de faire comprendre que la paix est l'affaire de tous.

D'une certaine façon, les autorités semblent adopter une attitude approuvante. Certes la simple présence à Moscou du Groupe pour la confiance a révélé la duplicité de l'officiel Comité Soviétique pour la paix dont les propositions sont contrôlées par l'Etat. Mais elle a été utilisée également comme test pour évaluer l'effet de certaines des nouvelles initiatives prises par l'Etat dans le domaine de la

paix. Sans aucun doute, les pacifistes ont quelques amis haut placés : au gouvernement, certains trouvent intérêt à les utiliser comme une sorte de baromètre de l'opinion sur les problèmes de la paix.

Au début, les autorités ont laissé tranquille le Groupe pour la confiance afin, semble-t-il, d'amadouer les mouvements de paix occidentaux d'Amérique et d'Europe. Depuis que les missiles ont été déployés, la répression des pacifistes s'est quelque peu accentuée mais pas de façon radicale. Aucun coup fatal n'a été porté au Groupe, ce qui indique que les autorités soviétiques ne le démantèleront pas, même si son importance est moindre dans la situation internationale actuelle, tant qu'un mouvement de paix existera à l'Ouest. Cela montre également que la pression extérieure n'est pas le seul facteur qui entre en compte, puisque les réactions officielles sont, pour l'essentiel, restées les mêmes avant et après le déploiement des missiles. Aussi longtemps que Gorbatchev continuera à lancer des ballons d'essai dans le domaine du désarmement, le Groupe pour la confiance poursuivra ses activités.

D'autres groupes de paix se sont également constitués ces dernières années ; en particulier, plusieurs scientifiques de l'Institut de Physique Industrielle ont constitué un groupe non officiel au sein du Komsomol de l'Institut pour effectuer dans l'indépendance des études dans le domaine des sciences sociales ou de la philosophie. Tous ces hommes sont des spécialistes de la physique militaire appliquée, un travail qui requiert un laissez-passer délivré par l'armée à des fins de sécurité... Tout cela nous donne, avec de nombreux autres groupuscules encore, un aperçu d'ensemble sur l'évolution de l'opposition.

Gorbatchev n'a pas encore affermi son pouvoir. Ses possibilités de choix resteront limitées, bien qu'il ait bénéficié du vote de confiance juste nécessaire pour pouvoir prendre des initiatives. Un article de la *Pravda* du 21 décembre 1985 faisait des concessions sans précédent sur l'Afghanistan : « Il faut instaurer une atmosphère de dialogue entre les forces politiques et sociales, y compris avec ceux qui, au nom de la renaissance nationale de l'Afghanistan, ont jusqu'ici été hostiles à la révolution ». C'était un premier pas public pour engager un processus de paix avec les Moujahidins et conduire, peut-être, vers un règlement politique du conflit.

Si cela devait se réaliser, pourrait-on encore enrayer le dépérissement d'un mouvement de paix qui s'appuie très naturellement sur "l'intérêt personnel" des jeunes gens et de leurs parents qui ne veulent plus voir les soldats revenir dans des "boîtes en zinc", selon l'expression du groupe de rock géorgien "Time Machine"? Seul l'avenir le dira. Mais on peut toutefois se demander dans quelle mesure, le danger immédiat de la guerre passée, cette génération de militants n'irait pas rejoindre, dans son conformisme, l'immense majorité de la population.

Nous ne miserions pas cependant sur cela. Il existe en effet un réel mécontentement en URSS et ce type de mouvement est, pour une part, le canal par lequel cela s'exprime. Des signes encourageants d'alliance entre les étudiants et l'intelligentsia pourraient ouvrir, pour le futur, de nouvelles possibilités. Mais, dans l'ensemble, il apparaît - bien qu'il soit toujours risqué de faire des prédictions - qu'aussi longtemps que le mécontentement des travailleurs ne sera pas en mesure d'accéder à une expression unifiée, le mouvement dissident conservera son caractère marginal, malgré la floraison du mouvement de paix. L'intelligentsia a perdu la première manche de son combat historique avec l'Etat pour les droits de l'homme. Mais cela n'écartera pas les possibilités de succès en ce domaine, qui pourraient venir d'une autre couche de la société. Si on laisse de côté le problème de savoir si la relève du mouvement dissident sera assurée, il reste que Gorbatchev est peut-être en train de préparer son propre "printemps" qui pourrait apaiser légèrement l'effervescence. Dans ce cas, Gorbatchev, à défaut de satisfaire des dissidents perpétuellement déçus, s'adresserait au moins honnêtement aux aspirations de millions de citoyens soviétiques.

(1) Nous n'avons pas de chiffre exact du nombre des prisonniers politiques en URSS. Quelque mille cas sont parfaitement connus, mais on estime le chiffre réel à 10 000 et peut-être plus. De *Ten Years Later* par Helsinki Watch, New-York, 1985.

(2) Nous ne connaissons pas la date de cette loi en vigueur actuellement. Elle semble avoir un caractère "préventif".

(3) Environ 250 000 Juifs soviétiques ont à ce jour quitté le pays, la majorité d'entre eux pour aller s'installer aux Etats-Unis ou en Israël. Un arrêt presque total a été donné ces dernières années à cette pratique.

(4) Cronid Lubarsky, *5th International Sakharov Hearings*, 10-11 avril 1985. London Press Center, 76 Shoe Lane EC4.

Samizdat 86

Tous les documents importants du "Groupe pour la confiance" de Moscou sont rassemblés dans une brochure réalisée par Danielle Artmann. On peut se la procurer à la Commission Est du CODENE :

23, rue Notre-Dame-de-Lorette, 75009 Paris.

Prix 25 F.

LE CONSENSUS EN URSS

entretien avec Marc FERRO

Directeur à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales, co-directeur de la revue Annales, Marc Ferro est connu comme l'un des meilleurs spécialistes de l'URSS. Il a notamment publié : La Révolution de 1917 (Aubier, 1976) et Des Soviétiques au communisme bureaucratique (Gallimard, 1981).

A.N.V. - Pourriez-vous, avant que nous parlions de l'URSS, préciser ce que vous entendez en général par "consensus" ?

Marc FERRO. - J'appelle consensus un fonctionnement politique et social à l'intérieur duquel la société participe au système sans expliciter sa participation, sans la justifier. Elle peut avoir un discours d'opposant tout en fonctionnant dans le sens du système. Par exemple, les nombreuses personnes qui font du trafic en URSS fonctionnent dans le sens inverse de ce que le système soviétique enseigne, accepte, stipule ; mais ce ne sont pas pour autant des opposants, dans la mesure où ils ne se sentent pas concernés par une remise en cause du régime. S'il leur arrive de mettre en cause le système, cela reste sans suite dans leur comportement, sans effet politique. Il y a donc consensus en ce sens qu'il n'y a pas

de forte opposition organisée. Il n'existe comme opposants que les dissidents et les groupes religieux qui souhaitent en effet un changement de régime. La masse de la société soviétique souhaite des changements à l'intérieur du système ; mais le changement de régime n'est pas pour elle un problème prioritaire.

A.N.V. - Vous considérez donc que les institutions du régime ont acquis une légitimité ?

M.F. - C'est certain. Les institutions ont acquis une légitimité, même si tout le monde en critique le fonctionnement. On fait trop souvent l'erreur en France de croire qu'il y a d'un côté ceux qui dirigent et de l'autre côté ceux qui sont dirigés. Certes, les gens qui sont au parti dirigent plus que les autres. Mais, d'abord, il y a beaucoup de monde au parti (17 millions de membres). Ensuite, il n'y a pas que les gens du parti qui participent à la direction de la

société. Dans toutes les institutions, les entreprises, les universités, les hôpitaux... toute une partie du personnel prend part à toutes sortes de réunions qui sont une forme d'accès au pouvoir. Et les gens qui sont finalement les plus éloignés du pouvoir sont ceux qui en avaient traditionnellement le plus, c'est-à-dire les intellectuels. Ils ne vont pas aux réunions et n'assistent pas aux comités parce que cela les ennuie ; ils sont donc écartés de tous les systèmes institutionnels. Ceci explique que c'est parmi les intellectuels qu'il y a le plus d'opposants, de gens qui contestent le système.

A.N.V. - *Comment cette légitimité s'est-elle formée ? Le pouvoir n'a-t-il pas besoin de recourir à une quelconque forme de répression armée ?*

M.F. - On est passé d'une société sous contrôle à une société en autocontrôle. A l'origine, il y avait un contrôle par en haut ; mais il y avait également un gouvernement et un contrôle par le bas. Dans les campagnes, avant 1918, l'expropriation des propriétaires s'est faite sans les bolcheviques, indépendamment du pouvoir. Les décrets sur la terre n'ont fait qu'entériner l'expulsion de fait des propriétaires. Ce phénomène s'est souvent produit. On a bolchevisé l'histoire en ce sens qu'on a crédité les bolcheviques de tout ce qui s'était passé en Russie. En fait, pendant vingt ans, un pouvoir par en haut et un pouvoir par en bas se sont conjugués, associés. Dès le début, le pouvoir était donc légitime en partie par le bas. Les *apparatchiks* qui investissaient les comités d'usine, de quartier, etc., se concevaient comme le nouveau pouvoir et ils n'étaient cependant pas le parti. Le parti bolchevik a su se greffer sur ce pouvoir par en bas, comme le pouvoir par en bas a su se greffer sur le parti. On adhéra au parti pour se légitimer, et le parti les transformait en communistes pour se donner une assise.

Ce double mouvement par en haut et par en bas s'est achevé vers 1940. A partir de 1940, il n'a plus existé qu'un seul pouvoir, et par en haut. C'est lui qui

décide de tout. Mais, depuis une vingtaine d'années, on observe une évolution. La légitimation s'était effectuée par un mouvement alternatif entre le haut et le bas. Le régime a cherché à créer un consensus. Mais ce n'est pas le propre de l'URSS, c'est le propre de tout régime ! Le régime soviétique l'a-t-il réalisé plus que d'autres ? Non, car il a encore beaucoup d'opposants. Mais il a su résoudre des problèmes que d'autres pays n'ont pas su résoudre, en particulier celui des nationalités. On a donné aux nationalités une identité collective, des institutions, des représentants. Les nationalités ont ainsi été intégrées dans le système ; il y a par exemple des représentants de toutes les nationalités au Congrès des soviets, mais aussi à la télévision, dans les institutions scientifiques. Ce n'est pas seulement une autonomie locale qui a été accordée aux nationalités, car elles ont été intégrées dans tout l'appareil d'Etat soviétique. Ainsi une source potentielle d'opposition ne s'est pas manifestée. En revanche, les religions renaissent en tant qu'opposition.

A.N.V. - *La déstalinisation a-t-elle été un tournant dans la formation de cette légitimité, d'une adhésion plus massive ? L'ère de Staline est quand même celle du règne de la terreur ?*

M.F. - Bien sûr, le régime de Staline est celui de la terreur ! Mais ce n'est pas parce qu'il y a terreur qu'il n'y a pas consensus. Ainsi, au moment de la Deuxième Guerre mondiale, il y a eu, si ce n'est un enthousiasme collectif, du moins une solidarité pour défendre la terre natale. Or, si le régime avait été jugé si tyrannique par les populations, il y aurait eu un soulèvement. Il n'y a pas eu non plus de soulèvement en Allemagne contre Hitler, qui était aussi tyrannique. Staline ne saurait être crédité à lui seul de la terreur. La terreur était due pour une part au parti, mais les classes populaires pratiquaient également la terreur. On a trop tendance à adopter en France le point de vue des marxistes, des trotskystes ou des anarchistes. Ceux-ci, comme opposants privilégiés au régime, mettent tout ce qui se passe dans la société au débit

du pouvoir : « c'est la faute à Staline ». Mais Staline, tout en ayant eu un comportement criminel, ne pouvait pas faire régner la terreur tout seul ! La mort de Staline n'a pas été un tournant. Elle n'a pas supprimé la terreur par en bas ni un appareil d'Etat oppressif qui lui a survécu plusieurs années. Cette situation n'a commencé à changer qu'il y a une quinzaine d'années.

A.N.V. - *Pouvez-vous décrire la société en auto-contrôle qu'est devenue, selon vous, la société russe d'aujourd'hui ?*

M.F. - A peine Pétain était-il installé à Vichy que les gens lui envoyaient des quantités de lettres de dénonciation de ceux qui avaient profité du Front Populaire. Il n'y avait aucune terreur en 1940, et il y avait un consensus autour de Pétain. Les gens envoyaient ces lettres pour dégorger leur haine contre le Front Populaire. Il y avait de même un consensus en URSS. Aujourd'hui, le système est tellement intériorisé, la loi soviétique est devenue une telle nécessité que ceux qui ne la respectent pas sont dénoncés. Il y a une espèce de moralisme soviétiste partout présent dans la vie quotidienne. Pas besoin de Staline pour que les gens soient à cheval sur le règlement. Mais, en même temps, il n'y a pas de pays où on contourne davantage les règlements qu'en URSS !

A.N.V. - *Un nouvel homme s'est-il formé qui serait le produit du régime ? Y a-t-il un "homo sovieticus" ?*

M.F. - Je pense que l'*homo sovieticus* existe effectivement : les Russes ont une identité qui fait qu'ils ne se comportent plus tout à fait exactement de la même façon que les citoyens d'un autre système. Ils ont un comportement double ; et cette dualité fait partie de leur conscience sociale. Ils ont un langage en groupe et un autre langage en tête à tête. L'écart y est plus grand qu'en Occident où, pourtant, en privé, un homme politique, un médecin, ou un responsable n'ont pas le même comportement qu'en public.

A.N.V. - *Revenons à la question du consensus. On parle beaucoup de consensus aujourd'hui en France. On prétend ainsi qu'il y a un consensus sur la défense et même, depuis quelque temps, sur la politique économique. Lorsque vous appliquez ce terme à l'URSS, l'entendez-vous en un sens positif, actif ? Ou bien pensez-vous plutôt à un consensus par passivité, par abstention ?*

M.F. - Le consensus a un sens moins positif là-bas qu'ici. Dans mon esprit, le consensus est une acceptation non explicite, non assumée. Comment cela se manifeste-t-il ? Par exemple dans l'attitude à l'égard des dissidents. Lorsque les dissidents protestent, ils ne sont pas approuvés par la population. Au contraire, ils sont perçus comme des intellectuels « qui ne travaillent pas de leurs mains », qui gagnent bien leur vie et qui par conséquent n'ont pas de raison de protester plus que les autres. Le consensus s'exprime ainsi lorsqu'un dissident se manifeste. Mais les gens n'approuvent pas pour autant le régime ; le plus souvent ils ne s'en préoccupent pas. S'ils expriment souvent un mécontentement, leur critique ne prend pas une forme politique.

A.N.V. - *Cette canalisation du mécontentement sur des problèmes non politiques est-elle une réussite du système ?*

M.F. - C'est peut-être faire trop d'honneur au régime et à ses capacités de canalisation. En outre, il n'est pas sûr que le régime soit satisfait de tout ce dont se réjouissent les gens. Par exemple, le régime ne se félicite peut-être pas de l'académisme et du conformisme dans l'art, de même que de l'arriération culturelle des masses. Les gens travaillent très peu, en URSS, satisfaisant ainsi un vieux désir ; je ne pense pas que les hommes responsables s'en félicitent.

A.N.V. - *Dans ce contexte, vous analysez la dissidence comme un phénomène marginal ?*

M.F. - C'est moins un phénomène marginal qu'un phénomène en voie de résorption. Tout ce que disent les dissidents, notamment sur les libertés, est

vrai. Mais il y a des possibilités de contournement. Par exemple mes livres sont interdits en URSS ; ils ne sont pas traduits en russe, mais ils sont néanmoins accessibles en anglais.

Les dissidents ont aussi un comportement d'intellectuels vis-à-vis du pouvoir, de toutes les formes de pouvoir. Par exemple, les médecins dans les hôpitaux ne sont pas intéressés par les réunions où il faut décider avec les délégués de toutes les autres catégories du personnel des questions pratiques, matérielles. Ce qui les intéresse, c'est la médecine, la recherche. Du coup, ils sont dessaisis du pouvoir dans l'hôpital. D'une certaine façon, ils s'excluent eux-mêmes. Les dissidents ont complètement raison, mais ils ne disent pas assez qu'ils participent à leur propre exclusion. Andropov n'avait pas tort lorsqu'il disait que les dissidents constituent un groupe qui est en état de survivance, car cela a de moins en moins de sens de se dire opposant au sein d'un hôpital ou au sein d'une université. Les gens qui, dans un système, ne participent pas à son mode de fonctionnement s'éliminent peu à peu.

A.N.V. - *Les dissidents n'ont-ils pas réussi à susciter une certaine sympathie pour leur cause dans la population ?*

M.F. - Peu. Les opinions à ce propos que j'ai pu personnellement recueillir sur place étaient consternantes, mais malheureusement partagées. Lorsqu'on évoque le non-respect des droits de l'homme en URSS, ils répondent que ces droits sont bien plus bafoués en Occident, citant le chômage, la mendicité, la situation faite aux Noirs ou la condition des travailleurs immigrés.

A.N.V. - *Quelles sont les raisons de cet échec des dissidents ?*

M.F. - On peut en rendre compte cas par cas. Les Soviétiques n'ont pas éprouvé de sympathie pour le mouvement polonais parce qu'il y a une vieille rivalité entre la nation russe et la nation polonaise. Autre exemple : les Juifs. Ils ont pu juger, jusque vers

1970, qu'ils étaient plus victimes des traditions antisémites russes que du régime bolchévique. Il y avait beaucoup de Juifs, au début, parmi les cadres du régime. D'autre part, le régime ne se voulait pas antisémite et même condamnait officiellement l'antisémitisme. Mais à partir des années 60, il y a eu un changement complet, qui tient à un mouvement de réaffirmation de l'identité juive alors que les Juifs se voulaient auparavant Russes avant d'être de confession juive. Cette résurgence d'une identité juive a provoqué le renouveau de l'antisémitisme. Ainsi les Russes expliquent que les droits des Juifs ne sont bafoués que pour autant qu'ils ne se veulent plus avant tout citoyens soviétiques mais Juifs. En outre, c'est un fait que ceux qui voulaient sortir d'URSS, Juifs ou non, ont toujours été persécutés.

Les seules failles dans le consensus proviennent du mouvement dissident religieux orthodoxe, qui est important, et aussi d'un mouvement dissident russe au sens étroit qui, paradoxalement, est celui qui met le plus en cause le système soviétique. En effet, les Russes se sentent colonisés par les autres nationalités, en raison des postes de responsabilité qu'ils occupent, en raison des différences de niveau de vie - chacun sait en effet qu'on vit mieux en Géorgie ou en Extrême-Orient qu'à Moscou ou à Léninegrad ! Ceci provoque une réaction de type lepéniste contre les nationalités. Cette réaction s'est traduite par une reconquête par les Russes de l'appareil d'Etat et des postes de responsabilité en général.

A.N.V. - *Revenons au rapport entre la masse de la population et le régime. Vous dites que le pouvoir a créé un certain nombre d'institutions pour susciter une adhésion active, ainsi les Rabkrins, qui sont des comités de contrôle du peuple dans les entreprises. Le pouvoir accordé à ces institutions et associations n'est-il pas largement illusoire ? Quelle attitude la population adopte-t-elle à leur égard ? Un sentiment de responsabilité, d'adhésion active au régime, ou bien un sentiment d'indifférence ?*

M.F. - La réalité du pouvoir qu'ils ont dans ce système est certainement dérisoire de notre point de vue. Mais pour ceux qui y participent, les avantages qu'ils y trouvent sont réels. Les gens y participent pour acquérir des privilèges et non pour la grandeur de l'URSS. C'est un moyen pour eux de se rapprocher des centres de décision, d'obtenir une promotion, de grimper dans l'échelle sociale, de se fournir dans des marchés réservés aux dirigeants...

A.N.V. - *Cela leur permet d'avancer un certain nombre de revendications avec succès ?*

M.F. - Non, cela leur permet d'avancer, eux-mêmes, dans l'appareil d'Etat. C'est un moyen de pénétration et de promotion sociale. Mais également, ceux qui sont membres des divers comités sont en mesure de rendre un certain nombre de services aux autres et d'acquérir ainsi de l'influence. De leur participation au système ils n'attendent pas seulement des avantages matériels mais aussi du prestige, des profits symboliques. Ils prennent au sérieux, dans une certaine mesure, leur participation ; ils se prennent au jeu, en quelque sorte, et essaient de satisfaire la demande sociale. Mais pas sous la forme occidentale d'une revendication, prise en charge par un parti, ou une organisation jouant le rôle de contre-pouvoir.

A.N.V. - *S'il y a consensus en URSS, que reste-t-il du concept de totalitarisme ?*

M.F. - Pendant très longtemps, les communistes ont eu une vision totalitaire du développement des sociétés : ils entendaient tout contrôler et se croyaient compétents en toute chose. Cette conception scientiste et la croyance que le parti a toujours raison son demeurées en URSS. La prétention du parti à tout contrôler, médecine, arts, sciences, etc., parce qu'il se sentait seul compétent à largement survécu. Mais cela fonctionne moins car, par exemple, les savants constituant des zones de savoir qui résistent. Ainsi Andropov ou Gorbatchev incarnent un nouveau type : c'est leur capacité à gérer qui en a fait des hommes de parti et non le fait qu'ils étaient des hom-

mes de parti qui a décidé qu'ils devaient "gérer". Il y a donc eu un retournement, qui fait que le totalitarisme n'existe plus que comme survivance. Il y a trop de zones d'autonomie pour que le terme de totalitarisme puisse encore s'appliquer. Certes, les intellectuels par exemple ne peuvent pas écrire dans un journal tout ce qu'ils pensent du régime ; mais, entre eux, leur pensée est assez libre. La société soviétique ne peut plus être dite totalitaire, bien que le totalitarisme survive dans certaines zones de son fonctionnement. Le totalitarisme survit ainsi dans l'esprit du système mais s'estompe dans la pratique.

A.N.V. - *Pensez-vous que la population soviétique ressent les pays occidentaux comme un danger imminent pour elle ?*

M.F. - Les Français, les Anglais ni même les Américains ne sont considérés comme des ennemis. Par contre, les Allemands, les Chinois, les Polonais également, représentent des ennemis réels pour eux. Il y a là une hostilité manifeste.

A.N.V. - *Mais y a-t-il dans la population une adhésion à la propagande diffusée par les médias sur les questions militaires ?*

M.F. - Sur les armes nucléaires et l'Afghanistan, il y a adhésion dans l'ensemble.

A.N.V. - *Quelles mesures pourraient prendre à votre avis les pays d'Europe occidentale pour faire évoluer le système des pays de l'Est ?*

M.F. - Mon point de vue personnel est qu'il ne faut pas céder sur la Pologne, qui constitue un problème central. Or les Soviétiques sont persuadés que la Pologne est nécessaire à leur sécurité. Ils pensent que, s'ils cédaient, elle deviendrait aussitôt un tremplin pour une agression contre eux. Quant aux dirigeants, ils savent fort bien que les événements de Pologne remettent directement en cause le système soviétique.

A.N.V. - *Une finlandisation de la Pologne est-elle envisageable ?*

M.F. - Il a l'exemple de la solution hongroise. On a assisté en Hongrie à un "new deal" : on lui a laissé la possibilité d'organiser l'économie de façon plus libérale et de développer les libertés, mais à condition de ne pas trop le clamer, et aussi d'être fidèle à l'URSS en matière de politique internationale. Est-ce que les Polonais se contenteraient de cette solution de compromis ? J'en doute.

A.N.V. - *Pensez-vous que pourraient renaître des revendications politiques de type "autogestionnaire", telles que celles qui avaient surgi avec la révolution de 1917 ?*

M.F. - Non, je ne le pense pas. Le changement en URSS est représenté aujourd'hui par une certaine aspiration à l'autonomie, qui pourrait aboutir à une sorte de mouvement de décentralisation et à la reconnaissance des compétences et des savoir-faire indépendamment de l'appartenance au parti. Mais cela n'a rien à voir avec l'autogestion du type de celle de 1917. Les Russes pensent plus à leur voiture (prochaine), à leurs vacances (prochaines), à la Coupe du monde, qu'à l'autogestion ! et les cadres, intellectuels et artistes pensent plus aux succès de leurs affaires, à la justesse de leurs choix qu'à la réforme du système.

**Propos recueillis par Olivier Fressard
et Jacques Sémelin**

LA PRÉPARATION MILITAIRE A L'ECOLE EN U.R.S.S.

Jeanne BRUNSCHWIG

Jeanne Brunschwig est membre du PSU et de la Commission Est du CODENE. Enseignante, elle travaille dans le groupe d'études sociologiques de l'Institut National de la Recherche Pédagogique (INRP). La présente étude a bénéficié du soutien de l'INRP.

DES écoliers français et leur professeur, lors de l'une de ces visites qui devraient être des échanges, mais n'en sont pas, furent extrêmement surpris d'apercevoir par la porte ouverte d'une salle de classe des mitraillettes déployées sur les tables.

Quelques mois plus tard, interrogé sur des observations analogues, un responsable du Conseil Soviétique de la Paix, qui mettait en avant l'existence dans son pays d'un enseignement "pour la paix" répondit à peu près ceci : « Tous les pays ont une armée et une préparation militaire ».

De fait, la façon dont celle-ci est organisée en URSS n'a rien de mystérieux. De nombreux articles, notamment dans les revues spécialisées traitant de l'école, l'examinent, la décrivent et la commentent. C'est à ces articles que nous nous référons.

Un décret du 13 août 1946, au terme de ce que l'on appelle toujours là-bas "la Grande Guerre Patriotique", avait aboli la formation militaire. En

1962, il était précisé par des dispositions du décret portant sur la réduction des forces armées. En 1967, la nouvelle loi sur la conscription, suivie en 1968 d'une loi sur le service militaire, la réintroduisait dans les classes de 9^e et 10^e (1). En octobre 1977, écoles et Instituts pédagogiques ensemble employaient 50 000 instructeurs militaires, et 40 % des établissements d'enseignement disposaient de stands de tir.

Les principes et les objectifs de la préparation militaire à l'école ont été exposés par le général Epichev dans le numéro 3 de la revue *Sovietskaïa Pedagogika*, en 1975 :

« Si imposant et sophistiqué que soit le matériel dont disposent notre armée et notre flotte, leur puissance principale réside dans les gens qui la composent, dévoués sans réserve à la patrie, à la cause du communisme, patriotes et internationalistes, possédant effectivement la maîtrise des affaires militaires... C'est pourquoi la formation

morale, politique et psychologique des conscrits dans notre pays s'accorde aux principes généraux de l'activité idéologique du Parti et en est partie intégrante ».

Le général ne cache pas que les objectifs de cette formation ne sont pas seulement techniques :

« ... Lorsque nous examinons l'éducation héroïque et patriotique du peuple soviétique, il faut noter tout d'abord que sa signification sociale ne cesse de croître. Ceci tient au rôle accru de l'aspect "moral" dans la guerre moderne, en liaison avec l'apparition et l'usage éventuel de nouveaux moyens de combat. Mais ce n'est pas la seule raison. Aujourd'hui, la formation d'un soldat est achevée dans un temps beaucoup plus court qu'autrefois, bien que les exigences, en ce qui concerne le moral, la combativité, et les qualités individuelles ne cessent de croître... ».

« Mais, poursuit-il, ce n'est pas là notre seul souci, nous avons aussi celui d'instiller en chaque Soviétique un sentiment de sa responsabilité personnelle pour le sort du socialisme et la sécurité de la patrie, avec la volonté de renforcer sa puissance économique et défensive par son travail, et au besoin de prendre les armes sur le champ pour le défendre ».

Il s'agit donc clairement d'utiliser cette formation pour mieux réaliser celle des esprits :

« Chaque école, chaque enseignant, chaque groupe d'élèves, dispose d'excellentes occasions pour élever les enfants à partir d'actions d'éclat héroïques... ».

Savoir avec quelle efficacité, c'est une autre affaire, qui n'entre pas aujourd'hui dans notre propos.

La DOSAAF

La formation militaire est intégrée dans les programmes et les établissements scolaires. Elle occupe

en général deux heures hebdomadaires dans l'emploi du temps scolaire.

Dans les années 70, les programmes d'un PTU (école professionnelle technique) prévoyaient un total de 1 525 heures annuelles d'enseignement général et 2 975 heures d'enseignement technique, dont 140 heures de "formation militaire élémentaire". Celle-ci dépend cependant non du ministère de l'Education, mais de celui de la défense ; elle est assurée (pratiquement et au moins en grande partie budgétairement) grâce à l'intervention de la DOSAAF (2) (Société d'aide volontaire à l'Armée, l'Aviation et la Flotte) créée en 1951 par la fusion des "commissariats militaires" alors existant à tous les niveaux administratifs. La DOSAAF est généralement décrite comme une « organisation de défense patriotique populaire ». Elle compte plus de 800 000 organisations locales et affiche un total de plus de 80 millions d'adhérents de plus de quatorze ans, et de 11 millions de professeurs et élèves.

Il doit en principe exister une organisation de la DOSAAF dans chaque école ; tous les écoliers à partir de 14 ans, les enseignants et autres personnels de l'école doivent y adhérer.

Les manuels expliquent comment s'y prendre pour fonder une de ces unités. L'une des fonctions de la DOSAAF est de permettre aux réservistes "d'accomplir leurs normes".

A 17 ans, les jeunes encore scolarisés comme les autres doivent commencer leur formation militaire proprement dite. Il appartient alors à la DOSAAF de former parmi eux des spécialistes, soit dans l'école, soit dans ses propres clubs. Un tiers environ des appelés sont passés par son enseignement. La DOSAAF a ses propres terrains d'aviation ; elle a ses publications propres et même sa maison d'édition et un organe mensuel officiel, *Voyennye Znaniya*.

Elle assure la formation gratuite ou presque de techniciens divers (chauffeurs, conducteurs de tracteurs, radios, etc.) ce qui, bien entendu, attire bon

nombre de jeunes gens. Elle a également à charge d'organiser des "Musées de la Gloire Militaire", où sont présentés des documents, une information régionale sur les événements de la "Grande Guerre Patriotique", souvent rassemblés par les élèves des écoles ; ils servent aussi de lieux de rencontres et de réunions, soit entre membres des clubs, soit avec d'anciens combattants, soit avec d'anciens élèves faisant leur service.

C'est elle qui a la charge matérielle et financière des cours de préparation militaire dans les écoles, et qui notamment leur procure armes et véhicules. Elle met également à la disposition des cours un matériel pédagogique divers (diapositives, montages, films, etc.). Elle organise parfois en été des festivals de ces films.

Avant 14 ans

En fait, si la préparation militaire proprement dite ne débute qu'à 14 ans, l'enfant y est en quelque sorte déjà préparé bien auparavant. Dans l'esprit de l'après-guerre et de la coexistence pacifique, jusqu'à la fin des années 60, sous la houlette de Nikita Krouchtchev, les jouets guerriers étaient peu répandus, sinon mal vus ; le souvenir de la guerre était encore bien proche. A la fin de cette période, l'on vit réapparaître des jouets en forme d'armes, de missiles ou de tanks. Et surtout, l'on vit se multiplier les publications à l'usage des enfants, qui se font un devoir d'évoquer les obligations militaires des citoyens, conformément aux principes énoncés par le Général Epichev. Il n'est pas jusqu'aux abécédaires qui ne présentent la lettre A à côté d'une image représentant une scène de bataille, combinée avec la lettre Y (en russe, *Hourrah* s'écrit *Ypa*) ; et le mot Papa est illustré d'un homme dont la mitrailleuse pointe hors de l'une de ses poches.

Trois magazines sont particulièrement porteurs de ce genre d'éducation civique : *Veselye Kartinki* (7

millions d'exemplaires), mensuel illustré, s'adresse aux enfants de 6 à 10 ans ; *Kolobok* (pain rond), tiré à 250 000 exemplaires, a pour éditeur la radio-télévision ; *Murizilka* (du nom d'un héros) paraît depuis 1924 ; il est publié par le Comité Central du Komso-mol, et sort à 6 100 000 exemplaires ; au contraire des deux autres, il comporte plus de texte que d'illustrations. Ces dernières représentent le plus souvent l'armée comme composée de bâtisseurs venant en aide à la population. Les thèmes de la paix et de la défense de la paix sont continuellement entrelacés avec ceux de la défense et de la sécurité.

Ainsi, autre exemple, depuis une douzaine d'années, le manuel "Le russe par l'image", qui sert à l'enseignement du russe dans les républiques non russes : 43 pages sur 63 ont pour thème des activités militaires ou patriotiques. Il s'adresse à des enfants de 6 à 8 ans.

Bien entendu, l'organisation des pionniers joue un rôle dans cette formation (3).

L'enseignement de la physique

« La formation militaire élémentaire, disait le Général Epichev, a été partout organisée, et l'on a apporté les changements et compléments nécessaires aux manuels, livres de lecture, livres, etc. ».

Un article de A.S. Enotchovitch, paru dans la revue professionnelle *Fisika v Schkole* (n° 1 et 2, 1972) permet d'apprécier les méthodes recommandées pour ce faire :

« Les fondements, écrit-il, de la physique sur lesquels s'appuie la technologie militaire et l'application pratique des connaissances acquises au cours de physique à des problèmes militaires, ainsi que les réalisations des scientifiques et ingénieurs soviétiques en matière de technologie militaire, avec, lorsque c'est possible, des exemples de leurs applications pendant la

Grande Guerre Patriotique, font intégralement partie d'une éducation militaire et patriotique ».

Les exemples offerts, classés par niveaux scolaires, ne vont pas jusqu'à l'arme atomique et aux redoutables armements de la guerre contemporaine. En sixième année (11, 12 ans), on étudiera le mouvement et l'accélération en partant des performances des tanks T 34, ou d'un avion de combat, etc. L'inertie sera examinée à partir du fonctionnement d'un détonateur de mine.

Pour la répartition de la pression des solides, des liquides et des gaz, on comparera les véhicules à chenilles et à roues, les tanks et transports de troupes, et on étudiera leurs avantages et inconvénients respectifs, en s'aidant de diapositives. Pour les liquides, on aura recours à l'examen d'une torpille et de ses effets, et ainsi de suite. Et, bien entendu, le principe d'Archimède et la densité permettront d'avoir recours à l'exemple des sous-marins.

A propos des ballons et de la densité des corps par rapport à l'air, on rappellera que :

« Lorsque les avions allemands survolèrent Moscou, on lâcha plus de 270 ballons de défense, disposés en quinconce, à une altitude de 4,5 km... Ils remorquaient, dira-t-on aux enfants, des câbles d'acier qui bloquèrent la progression des avions ennemis... ».

En septième, l'étude de la chaleur et de la combustion permettra d'aborder celle des moteurs à réaction et des fusées. Et on rappellera que « les avions allemands étaient plus lents que les nôtres ». Il va sans dire que, grâce à l'électromagnétisme, on pourra aborder le rôle et le fonctionnement des diverses catégories de mines, etc.

La mise en pratique des directives

Dans les articles dont nous disposons, nous n'avons trouvé d'allusion à l'arme atomique qu'à propos de la défense civile, ou des secours d'urgence,

notamment dans les cours s'adressant aux jeunes filles. Sans doute une bonne partie de notre documentation remonte-t-elle à la fin des années 70. Cependant, dans des articles plus récents, décrivant la pratique de telle ou telle école, l'accent reste porté sur le patriotisme et la référence à la dernière guerre. Dans l'école modèle de Miatlevo (4), où l'on expérimentait en 1981 la "journée complète", en liaison avec de nouvelles méthodes pédagogiques, on met l'accent sur le fait que l'école se trouve dans une région très touchée par la guerre ; il est juste du reste d'ajouter que ce genre de préoccupations y tient fort peu de place, si l'on en juge par les deux pages qui leur sont consacrées dans un petit livre représentant une étude assez poussée.

« Beaucoup de sang a coulé sur le sol de Kaluga pendant la Grande Guerre Patriotique. Pendant des années, les élèves de Miatlevo ont recherché les noms des soldats enterrés dans le cimetière de l'armée. Ils en ont identifié une centaine et ont fait graver leurs noms sur une plaque de marbre.

Un avion soviétique avait été abattu près du village. Pendant longtemps les noms des pilotes étaient restés inconnus. Les longues recherches des jeunes enquêteurs de Miatlevo permirent de trouver les noms des pilotes, de découvrir leurs familles et de faire réenterrer leurs restes... ».

Un article de janvier 85 (5) montre le rôle du Musée de la Gloire Militaire du Don réalisé en commun par les Anciens Combattants de la région et la chaire de l'histoire du Parti de l'Institut Polytechnique du Don ; on y montre l'action des combattants volontaires (les partisans ?), les actions d'éclat des héros locaux :

« Comment V.A. Koonikov, chef du laboratoire de métallurgie à détourné un avion fasciste ».

« En 83, lors du 40^e anniversaire de la libération du Donbass et de l'offensive du Dniepr, des rencontres y ont été organisées avec des anciens

combattants... Ce sont de véritables leçons de courage que l'on donne solennellement dans l'enceinte de ce musée... ».

Et, plus loin :

« Actuellement le musée se voit proposer de nouvelles tâches ; comme il est indiqué dans les résolutions du Comité Central du Parti Communiste sur le Quarantième Anniversaire de la Victoire du peuple soviétique dans la Grande Guerre Patriotique de 41/45, la préparation du jubilé de la grande victoire doit permettre le renforcement du travail d'éducation idéologique ».

Nous ne disposons pas de relations récentes sur le fonctionnement de ce programme ; nous en citons cependant deux, datant de 1974, compte tenu de ce qu'il n'y a apparemment pas eu depuis de réforme notable en la matière, et de la routine, habituelle, plus encore en URSS qu'ailleurs. La première émane de V.P. Bolotinsky, directeur de l'école secondaire n° 28 de la région de l'Oussouri. La voici, un peu écourtée :

« ... L'instructeur militaire est un professeur d'éducation physique, officier de réserve. Il est aidé par le président de la DOSAAF scolaire, professeur de travaux manuels, et par le professeur de dessin industriel. Avec l'aide des élèves des grandes classes, ils ont préparé des stands, des affiches, maquettes, et modèles.

Les affiches portent par exemple sur "le tir", "la dispersion des balles au moment du tir", "la trajectoire de la balle", "les refuges anti-atomiques". Pour toutes ces actions, ils reçoivent l'aide de la garnison sous forme de diafilms sur des thèmes militaires.

L'école possède maintenant 94 affiches et 50 diafilms. Pour les cours et l'organisation de la classe militaire, on dispose d'une salle, pour la chaire de défense civile de deux petites pièces, ainsi que d'un cagibi pour les stocks d'armes. Il y a actuellement, de plus, une salle de conduite où les plus

grands reçoivent des cours pour apprendre à conduire. Dans la cour de l'école, il y a une place de manœuvres. Avec les parrains du Komsomol, ils ont également construit un stand de tir.

L'équipement militaire et les armes sont fournis par le comité militaire de la ville et par le comité local de la DOSAAF. L'instructeur a de plus à sa disposition une caméra et un projecteur de films. L'instructeur a une grande expérience pédagogique, mais il est de plus aidé par l'ensemble des professeurs de l'école. Les cours suivent le processus traditionnel : interrogation des élèves, discussion, et exposé du professeur. Chaque cours est suivi d'une projection de diapositives ou de films.

Par exemple, pour le thème "Cadres des Forces Soviétiques", on a montré le film "Lénine et le Parti sur les Cadres de l'Armée Soviétique".

On a recours à de nombreux travaux pratiques : démontage et remontage des armes automatiques, mitrailleuses, lanceurs de grenades, travail avec les instruments de défense civile, téléphones de campagne et stations de radio.

Tous les élèves ont appris à se servir des moyens de défense personnels : masques à gaz, combinaisons de caoutchouc. Tous les élèves de 9^e apprennent à tirer au fusil et à la mitrailleuse.

Pour la défense civile, dès la 5^e classe, on suit un cours de 15 heures au total sur la défense anti-aérienne, qui sera par la suite approfondi d'année en année, jusqu'en 9^e ; il y a également des travaux pratiques sur les thèmes de la radioactivité et de la protection chimique.

Les jeunes filles de 9^e et 10^e suivent la préparation d'infirmières. On veille à faire saisir le lien entre la préparation militaire et les autres disciplines : mathématiques, littérature et histoire, physique, etc. On s'aperçoit que les meilleurs élèves sont les mêmes dans toutes les matières.

Pratiquement dans toutes les écoles, tous les élèves de 4^e (10 ans) pratiquent le tir ; les élèves de 4^e et 5^e tirent au pistolet pneumatique dans les couloirs ; les autres vont au stand de tir avec l'instructeur. On constate que, de façon caractéristique, les élèves prétendument difficiles, les "cancres", sont les plus intéressés par le tir.

Il y a des cercles de radiotélégraphistes, d'éclaireurs, de chimistes, de topographes. Les entreprises qui les parrainent ont organisé l'école dite "Jeune Tankiste".

Il a été procédé à une enquête sur la préparation militaire. La plupart des élèves proposent de commencer la préparation militaire dès la 8^e classe, et de faire porter l'uniforme militaire pendant les cours.

La préparation militaire ne saurait s'envisager sans une bonne éducation physique : le but est que chaque élève choisisse une section sportive : sur les 600 élèves de 9^e et 10^e classes, 400 détiennent une carte dans une section sportive...

Ce travail de préparation militaire et sportive a une bonne influence sur l'ensemble du processus scolaire ; les élèves deviennent plus disciplinés, plus soigneux. Dans l'école, ces dernières années, il n'y a pas eu de cas d'infraction à la discipline, de hooliganisme ou de violence. Les élèves deviennent les "patriotes de l'école" (6).

Sans doute faut-il laisser à V.P. Bolotinsky la responsabilité de ces dernières affirmations : que pourrait-il écrire d'autre ? Notre second récit est publié par un professeur de VITKOU, école supérieure militaire d'ingénieurs :

« Les officiers de l'école supérieure, dit-il, dirigent les travaux des camps d'élèves de 9^e, en utilisant largement les affiches, films, diapositives, et autre matériaux.

Il est important de choisir le bon endroit pour l'entraînement ; par exemple, il faut choisir un

itinéraire où l'on trouve des ravins, des collines, des buissons, des bois, des rivières, des vallons et des endroits habités. Tout cela est nécessaire pour que, pendant la marche, l'élève se trouve dans les conditions d'une rencontre avec l'ennemi au cours d'opérations militaires. Si l'instructeur est officier, il prend conseil auprès des professeurs de l'école, pour être sûr qu'il s'agit de questions traitées en classe.

Pour augmenter l'intérêt du jeu, on fait le lien avec les opérations de la Grande Guerre Patriotique (opérations d'éclaireur ; par temps de brouillard, chutes de neige, etc.).

On enseigne aux enfants à apprécier les distances par toutes les méthodes connues, et aussi à bien observer et à faire un rapport sur leurs observations. Ce n'est qu'ensuite qu'on passe au jeu proprement dit, par exemple la recherche d'ennemis à capturer pour les faire parler, etc. ».

En URSS, on le voit, on ne méconnaît pas l'importance de l'interdisciplinarité : on en a seulement une conception un peu particulière.

Les jeux

Les jeux militaires ne se cantonnent pas à l'intérieur de l'école ou de ses structures administratives. Il existe deux jeux à l'échelle de l'Union toute entière, un peu à la manière des célèbres Olympiades de Mathématiques (7). Ils portent les noms de "Zarnitza" (Eclair) et "Orlenok" (l'Aiglon). Le premier a été créé en 1967. Il met en cause quelque quinze millions de pionniers et d'écoliers, et fait l'objet de nombreux articles dans le journal des pionniers "Tovaritch". Il est organisé sur le modèle de l'armée, bataillon commandé par un commandant, entouré de son état-major, d'un officier politique (il n'y a plus de "commissaires" depuis longtemps), subdivisé en sections comprenant chacune trois ou quatre éclaireurs, deux ou trois "spécialistes" des communica-

tions, sept à douze tireurs, deux infirmières, deux cuisiniers, et un rédacteur du journal du bataillon.

Le second, "Orlenok", a été créé en 1972 par le Comité Central du Komsomol ; il s'adresse à la tranche d'âge de 16 à 18 ans et vise plus directement la préparation au service militaire. Il comporte des compétitions, des jeux tactiques ; l'encadrent, ou y sont associés, des enseignants, des anciens combattants. Il a l'appui d'unités de l'armée, d'écoles militaires, bien entendu de la DOSAAF, etc. La télévision lui prête ses écrans, et l'on peut y admirer les jolis uniformes des jeunes filles.

Le général Major Dobnitsky, membre du Conseil de l'Orlenok, en décrit les objectifs (4) ; parmi eux, il y a des objectifs rituels, tels la formation patriotique : l'on en trouve de plus concrets, tels la préparation à des examens physiques et techniques, l'accès au niveau du concours "Prêt pour le travail et la défense de l'URSS", dit GTO, ou la participation à l'embellissement des locaux et terrains de sport.

Le chef suprême de ce jeu est le cosmonaute Beregovoi.

Le général Dobnitsky montre comment l'on procède à Rostov sur le Don : au Palais des Pionniers municipal, l'on désigne les chefs de bataillon, et dans les maisons des pionniers d'arrondissement, les chefs de brigade. Les membres de l'Etat-Major choisissent alors un parrain, ancien combattant ou parent d'élève. Ce sont ces états-majors qui font le bilan des compétitions jusqu'aux finales par républiques.

Le jeu s'étale sur plusieurs années, chaque année étant divisée en 4 étapes correspondant aux 4 saisons. en automne et en hiver, les 9^e et 10^e classes seules participent au jeu. Au printemps, les 9^e seules, et en été, on y inclut les élèves entrant en 9^e.

Le jeu lui-même est fait de multiples compétitions, concours, tirs, marches tactiques sur le terrain, etc., tous précédés d'études en classe de chacun des points du programme suivant :

- Les Forces Armées Soviétiques et leur caractère spécifique.
- La préparation générale des troupes.
- La préparation technique militaire.
- La défense civile.
- La préparation des infirmières.

Les vainqueurs des diverses compétitions reçoivent des insignes. Les jeunes filles y participent comme infirmières ou liaisons radio. Elles doivent subir une série d'épreuves sur les premiers secours en cas de guerre atomique.

Le camping tient une grande place dans ces jeux dont le but demeure, nous dit-on, de renforcer le sentiment collectif et la volonté de victoire.

Quels objectifs ?

Cette analyse des quelques documents dont nous avons pu disposer laisse place à diverses hypothèses quant aux objectifs réellement poursuivis. Les plus clairement et les plus fréquemment exprimés visent la formation civique et patriotique, et l'objectif premier est bien évidemment de renforcer l'attachement à la patrie soviétique, et le sens de la discipline.

Mais l'on peut aussi se demander pourquoi cette formation reste à ce point tournée vers le passé, pourquoi aussi elle semble impliquer qu'une guerre future ressemblerait aux guerres passées. Certes, l'on fait des exercices de défense civile contre la menace atomique, mais cela même (et, par exemple, le fait que l'on donne aux jeunes filles des notions de secourisme appropriées à une telle éventualité) a pour effet d'en minimiser la menace.

L'on peut imaginer plusieurs explications. L'une, partant des thèses de Cornelius Castoriadis (8), ferait supposer que l'armée joue un rôle prépondérant dans le pays, et cherche à s'assurer aussi le contrôle de l'enseignement. Elle est fort discutable. En premier lieu, la formation militaire n'est pas entièrement inté-

grée au reste de l'enseignement ; elle est installée dans l'école un peu à la manière dont pourrait l'être l'enseignement religieux dans nos pays, et dans un milieu favorable. Elle dépend d'une autre administration, forme ses propres enseignants, et ne dispose que d'un horaire très limité – si l'on ne tient pas compte, évidemment, de sa pénétration dans d'autres disciplines ; il faut noter ici que celle-ci n'est guère soulignée que dans les articles spécialisés, mais paraît entrer fort peu dans les préoccupations des pédagogues, disons, civils. De plus elle-même se présente comme respectant la prééminence du Parti, c'est-à-dire du pouvoir politique, qui garde en mains l'essentiel des fils actionnant les marionnettes.

Mais s'agit-il vraiment de marionnettes ? Certes, les enseignants disposent d'une marge d'action individuelle extrêmement réduite. Ils n'ont pas le choix des manuels, il n'en existe dans chaque cas qu'un seul, et sont tenus par des cadres et des programmes très précis. Mais tout ce que l'on peut savoir de l'Union Soviétique, et plus encore de sa jeunesse, tend à montrer que la mise en condition n'est pas aussi facile qu'il pourrait y paraître. Certes, de telles formes d'enseignement, comme les jeux ou les formations professionnelles, donnent un réel attrait à la préparation militaire à l'école, et ne peuvent que laisser leur marque. Reste à savoir laquelle ; c'est une question qui dépasse ici notre propos.

Autre question : les thèmes présentés, la sorte de guerre qu'ils impliquent restent en gros ceux de la guerre improprement dite "classique". Pourquoi ? L'objectif serait-il de tenir les Soviétiques dans l'ignorance des dangers réels de la guerre moderne et des armes actuellement accumulées de par le monde ? En d'autres termes, la préparation militaire telle qu'elle se pratique dans les écoles jouerait-elle un rôle de désinformation ? Que les plus réfléchis des citoyens ou des intellectuels se posent la question est attesté par les observations formulées par les membres du petit groupe indépendant – et pourchassé –

qui s'est donné pour titre (emprunté au texte des accords d'Helsinki) "Groupe pour des mesures de confiance entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis". L'un d'eux, Mikhaïl Ostrovski, disait à son arrivée en exil en 1983 : « Parmi nos objectifs, il y a d'abord la collecte d'informations sur les questions touchant à la paix et à la guerre », faisant valoir que, sans elles, il est impossible de se former une opinion... Si l'insuffisance des informations et leur peu de fiabilité est en URSS une difficulté majeure pour une opinion publique qui se cherche, et n'en a pas moins sa réalité (9), il est certain que les programmes de la formation militaire tels qu'ils apparaissent ici font partie des obstacles qu'elle rencontre.

Nous avons fait allusion au début de cet article à l'existence d'un enseignement pour la paix, dont paraissent extrêmement fiers les représentants soviétiques officiels. Là en effet, il est question de danger atomique. Dans quels termes ? Nous ne le savons pas exactement ; interrogé là-dessus, le principal responsable du Conseil de la Paix soviétique répondit en 1984 qu'il y avait des cours dans les écoles et des prises de position du corps médical. C'est certainement exact. Mais le contenu, bien évidemment, reproduit les positions publiques des dirigeants soviétiques en la matière, c'est-à-dire une certaine vision des responsabilités en cause – celle des Occidentaux – qui, jointe à la mentalité obsidionale que ne peut manquer d'engendrer la sorte d'enseignement que nous venons d'examiner, risque d'engendrer des réactions fort peu réalistes.

Tout cela peut changer, certes. Tout cela date d'une ère pré-Gorbatchev ! Peut-être est-il possible d'espérer que sous le nouveau règne les choses peuvent changer ? Il est encore trop tôt pour le dire. Il n'est pas interdit de l'espérer.

(1) En URSS, on compte les classes à partir du bas - 6 ans. Les 9^e et 10^e ont entre 15 et 17 ans.

(2) Voir l'article de G.P. Chatounov, dans R.A. Boudlik, *Voenno Patrieti-tcheskole Vostetanie Sovietskoi Molodage*, Moscou, 1977.

(3) Nous tenons ces informations de l'intervention du "dissident" soviétique V. Kouznetsov au cours d'un colloque réuni aux U.S.A.

(4) E.G. Kostiachkin et A.F. Ivanov, *Selskaïa Schkola Polnogo dlia*, Moscou, éditions Znanie, 1981.

(5) *Vestnik Wychly Schkily*, janvier 1985. K.P. Goussiev, "Le travail militaire et patriotique dans un institut d'enseignement par correspondance" (en russe), et, dans le même volume, F.K. Sosmin, "Le Musée de la Gloire Militaire" (id.).

(6) V.P. Bolotinsky, Directeur de l'école secondaire n° 28 de la région de l'Oussouri dans *I Stoky Mougesiva i Slavigu*, Vladivostok, 1974.

(7) Les Olympiades sont à la fois à l'image de notre concours général et à celle des compétitions sportives avec sélections et éliminatoires.

(8) C. Castoriadis, *Devant la guerre*, Fayard, 1981.

(9) Voir Dusan Havlicek : "L'information publique dans les systèmes politiques soviétiques", projet de recherche sur "les crises des systèmes de type soviétique", dirigé par Zdenek Mlynar, Porschenstrasse 21, 23/25, A1232 Wien.

LUMIÈRE ET VIE

N° 178 - Septembre 1986

LA ROYAUTÉ DANS LA BIBLE

Editorial

- Un repère essentiel

Corinne Lanoir

- La quête de la Royauté

Thomas Römer

- Le mouvement deutéronomiste face à la Royauté : monarchistes ou anarchistes ?

Pierre Gibert

- Le prophète face au roi
Samuel et l'institution de la Monarchie

Etienne Nodet

- L'illusion hérodiennne ou la Royauté introuvable

Paul Beauchamp

- Le roi, fils de David et fils d'Adam
messianisme et médiation

Jacques Cazeaux

- « Toi, Bethléem, n'es-tu pas le parent pauvre des clans de Juda ? »
le thème du "roi" dans l'évangile de Jean

LES LIVRES

François Martin

- Chronique d'Ancien Testament

LUMIÈRE ET VIE

2, place Gailleton, 69002 Lyon

	France	Etranger
Abonnement	160 F	180 F
Le numéro	40 F	45 F

C.C.P. 3038 78 A Lyon

L'OBJECTION DE CONSCIENCE EN URSS

Olivier FRESSARD

Il y a des objecteurs en URSS. De leur opposition et de leur répression nous parviennent, en un lointain écho, des informations fragmentaires, mais qui suffisent à tracer les principaux traits de l'objection de conscience en ce pays par comparaison à ceux qu'elle adopte ici.

Combien sont-ils d'abord ? Très peu, pense-t-on. On a recensé dans la littérature *samizdat* 100 cas entre 1978 et 1984. S'ils sont déjà marginaux chez nous, les objecteurs sont donc là-bas ultra-marginaux.

Qui sont-ils ensuite ? Ils sont chez nous chrétiens marginaux, anarchistes individualistes, pacifistes viscéraux ou encore "objecteurs par convenance personnelle". Ils sont là-bas presque exclusivement chrétiens et majoritairement membres de sectes protestantes. Mais on signale également quelques objecteurs issus de petits groupes pacifistes indépendants, apparus récemment.

Quel est enfin leur sort ? Dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest et même dans deux pays de

l'Est (RDA et Hongrie), les objecteurs bénéficient d'un statut qui leur permet d'effectuer un service de remplacement. Il n'existe en URSS pas le moindre statut. Cette absence totale de reconnaissance laisse la voie libre à la répression : passage à tabac dans l'armée (quelquefois jusqu'à la mort) ; séjours de plusieurs années dans les camps ; internements en hôpital psychiatrique.

Que peut-on tirer de ces informations ? Que peut-on en dire ? Doivent-elles être présentées comme une illustration supplémentaire de ce que chacun sait : les droits de l'homme sont bafoués en URSS ? Doivent-elles s'inscrire dans l'inventaire de la répression de ces droits dans ce pays ? L'URSS, régime politique dont la nature est de fouler aux

pieds les droits de l'homme, piétine par conséquent la liberté d'expression, la liberté d'association, le droit à l'objection de conscience, etc.

Bref, le régime russe, avec son mépris des droits de l'homme, serait la cause de ce que l'objection de conscience n'y soit pas reconnue. Mais pourquoi alors, en France, pays à régime démocratique et dont la constitution contient en préambule la Déclaration des Droits de l'Homme, le droit à l'objection fut-il accordé si tardivement et avec une telle réticence ? La différence des régimes est-elle si pertinente en ce qui concerne l'objection de conscience ? A moins de penser que les droits de l'homme ne sont en France qu'une façade et qu'au fond nos hommes politiques ne les tiennent pas plus en estime que leurs collègues soviétiques, il convient de s'interroger sur les raisons de cette attitude assez générale à l'égard de l'objection de conscience qui traverse les différences de régime. Seuls les pays d'Europe du Nord ont été plus empressés d'accorder un droit à l'objection de conscience. Ces pays ne se distinguent pas par leur régime, mais par l'influence de la culture protestante.

Le bien-fondé de cette question est confirmé, me semble-t-il, par deux séries de considérations.

Le décret de 1919

L'URSS n'a pas toujours ignoré l'objection de conscience. En effet, les bolcheviks ont signé en janvier 1919 un décret – et Lénine y a personnellement apposé sa signature – accordant un droit à l'objection de conscience pour des motifs religieux. Ce décret fut restreint en 1930, puis définitivement abrogé en 1939 (1).

Dira-t-on alors que Lénine était plus sensible aux droits de l'homme que ses successeurs ? Rien ne permet de le penser. D'abord au niveau théorique, les bolcheviks sont les héritiers de la critique, formulée par Marx dans *La Question Juive*, des droits de

l'homme, accusés de formalisme. Ensuite, si cela tenait à la dégénérescence, après la mort de Lénine, du régime issu de la révolution, il faudrait alors expliquer pourquoi le décret n'a pas été abrogé avant 1939 (Staline est au pouvoir en 1927) et pourquoi il n'a pas été rétabli avec la déstalinisation.

Un article de B. Coppieters (2) nous permet de voir un peu plus clair sur les circonstances historiques et les motivations qui ont présidé à l'adoption de ce décret. Il en ressort très clairement que le droit à l'objection de conscience ne fut pas accordé en vertu de l'adhésion à la pensée des droits de l'homme, mais d'après des considérations politiques et économiques. Le décret de 1919 s'inscrit avec cohérence dans la politique, plus précisément dans la stratégie, des bolcheviks durant cette période.

D'abord les bolcheviks sont confrontés, en arrivant au pouvoir, à un problème qui exige une solution. Il existe en Russie une multitude de sectes, complètement repliées sur elles-mêmes et qu'aucun effort n'a jamais réussi à intégrer dans l'Etat national. Ces sectes, parfois pacifistes et antimilitaristes par doctrine, fournissent le gros des effectifs des objecteurs. Quelle attitude les bolcheviks vont-ils adopter à leur égard ? A cette question, ils ont répondu par l'octroi d'un droit à l'objection de conscience en raison de convictions religieuses, faisant de l'URSS un des premiers pays à le reconnaître, qui plus est, dans les circonstances exceptionnelles de la guerre civile. Mais en raison de quelles considérations l'ont-ils fait ?

Il convient de remarquer qu'il y avait un précédent. La tsarine Catherine II avait déjà accordé à la secte des Mennonites un droit historique à l'exemption de tout service militaire. Cependant, cette tradition ne suffit pas à rendre compte du choix des bolcheviks.

Les facteurs déterminants de ce choix ont été :

1. Un rapport ambigu au pacifisme. Beaucoup de bolcheviks avait été en effet pacifistes. Ils avaient été antimilitaristes sous le tsar. Aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal (1915 et 1916) la question des rapports entre bolcheviks et pacifistes occupait encore une place de première importance. Ce passé pacifiste constituait donc une passerelle entre les bolcheviks et les pacifistes religieux et tolstoïens. Cette tradition pacifiste chez les premiers posa d'ailleurs un sérieux problème à Trotsky pour mettre sur pieds l'Armée Rouge.

2. Le rôle économique des sectes. On sait depuis Max Weber que les sectes protestantes ont joué un rôle exceptionnel dans le développement du capitalisme. Cela se vérifie parfaitement dans le cas de la Russie. Les bolcheviks, soucieux de récupérer les morceaux de l'ancienne société pour édifier la nouvelle, n'ont pas ignoré cette importance des sectes et les ont par conséquent ménagées.

3. La stratégie politique. Les bolcheviks ont également ménagé les communautés sectaires et les tolstoïens afin de se les rallier dans la perspective d'une alliance de classes.

Les articles que Lénine a consacrés au tolstoïsme et au pacifisme ne laissent aucun doute sur le sens que les bolcheviks ont donné au décret de 1919. Le tolstoïsme et son pacifisme (qui le conduit à refuser toute forme de service rendu à l'Etat) y est analysé comme le reflet du caractère retardataire des masses paysannes russes. Par bien des aspects, il se présente comme une forme de socialisme utopique. Dès lors, rien ne sert de le réprimer ; il est voué à disparaître avec le développement de la base économique.

L'influence du tolstoïsme dans l'intelligentsia russe, le pacifisme de la plupart des communautés sectaires expliquent l'importance que les bolcheviks leur ont accordée. L'analyse qu'ils en ont fait rend compte, elle, du choix de l'alliance stratégique avec la petite bourgeoisie démocrate et pacifiste plutôt que celui de la répression auquel leur théorie de l'aliéna-

tion religieuse aurait dû pourtant les conduire.

Bref, ce ne sont pas les principes de l'universalisme humaniste – les droits de l'homme – qui ont mu les bolcheviks, mais le calcul politique effectué sur la base d'une analyse en terme de lutte de classes.

L'objection : un droit ?

Les objecteurs de conscience ont obtenu en France un premier statut en 1963. Mais peut-on parler véritablement d'une reconnaissance d'un droit à l'objection de conscience, lorsqu'on sait que toute publicité pour ce statut était interdite ? Il a fallu attendre 1983 pour que les objecteurs obtiennent un statut qui marque véritablement la normalisation de l'objection.

Les objecteurs ont-ils convaincu à force d'insistance les hommes politiques de la justesse de leur cause ? Ceux-ci se sont-ils persuadés, après très mûre réflexion, que l'objection de conscience avait sa place parmi les droits de l'homme, dont ils revendiquent l'héritage ? N'est-ce pas plutôt des considérations politiques – faire cesser l'agitation gênante de quelques irréductibles marginaux que la répression n'arrive pas à éliminer – et une certaine indulgence – qui veut que l'on tolère une attitude même si on la juge condamnable – qui se sont combinées pour faire accoucher de ce statut ?

La Russie tsariste pendant certaines périodes, l'URSS entre 1919 et 1939, la France après 1963 ont accordé un droit à l'objection de conscience. La Russie tsariste pendant d'autres périodes, l'URSS de 1939 à nos jours, la France avant 1963 ont refusé un tel droit. Difficile de voir une connexion entre régime politique, du moins entre ces régimes-là, et reconnaissance du droit à l'objection de conscience. La répression des objecteurs de conscience en URSS ne nous apprend en fait rien sur le régime politique de ce pays, non pas parce que cela va de soi qu'un tel

régime ne saurait les tolérer, mais parce que d'autres pays avec d'autres régimes – y compris démocratiques – les ont réprimés ou les répriment encore aujourd'hui. L'invocation à la nature du régime soviétique excède donc les exigences de la démonstration.

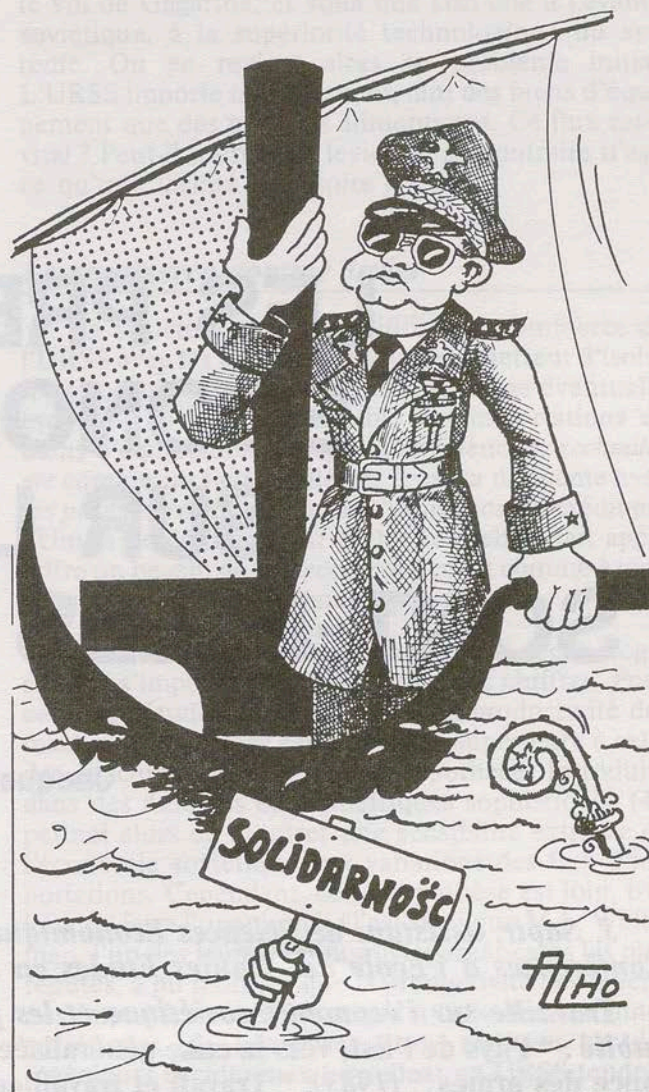
La différence entre la plupart des régimes démocratiques aujourd'hui et l'URSS quant à l'objection de conscience tient très certainement à la présence chez les premiers d'une certaine tolérance, mais beaucoup moins probablement à l'approbation pleine et entière. Qu'y a-t-il donc dans l'objection de conscience qui fasse que même un régime attaché aux droits de l'homme ne puisse la tolérer sans une extrême réticence ? Certes, diront certains à juste titre, les droits de l'homme se sont fait reconnaître et respecter par des luttes ; ils sont en outre encore à conquérir. Cependant, les difficultés toutes particulières qui font obstacle à la reconnaissance d'un droit à l'objection de conscience intriguent.

Peut-on concevoir un régime politique qui accepterait de bon cœur l'objection de conscience ? Si non, cela a-t-il un sens de la conceptualiser comme droit de l'homme ? La réponse à ces deux questions pourrait peut-être nous amener à y voir plus clair.

(1) Voir le texte de ce décret dans *Alternatives non-violentes* n° 32 (février 1979), en annexe à l'article de Jean Van Lierde sur "Tolstoï et Lénine", page 20.

(2) B. Coppieters, « Les sectes religieuses antimilitaristes et l'esprit du socialisme : le décret soviétique de janvier 1919 sur le droit à l'objection de conscience », *Revue des pays de l'Est*, 1-1985.

Les analyses présentées ici des motivations des bolcheviks dans l'adoption du décret de 1919 sont fondées sur cet article.



VENT EN P.O.U.P.

LES PRESSIONS ÉCONOMIQUES SUR L'URSS SONT-ELLES EFFICACES ?

Jacques SAPIR

J. Sapis, assistant de Sciences Economiques à l'Université de Paris X-Nanterre, chargé de Conférences à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, chercheur au CIRPES.

Travail sur l'économie soviétique et les problèmes stratégiques économique-militaires. A publié : " Pays de l'Est, vers la crise généralisée " (1980), " Les armes de la puissance ou la puissance des armes " (1983), " Travail et travailleurs en URSS " (1984-1986), " Conflits sociaux et fluctuations économiques en URSS " in Les Annales ESC, n° 4/1985.

Vient d'achever sa Thèse d'Etat sur " Rythmes d'accumulation et modes de régulation de l'Economie Soviétique ".

Peut-on utiliser les échanges commerciaux comme levier pour modifier la politique soviétique ? Les partisans de la thèse de S. Pissar, qui prônent un important développement des échanges, comme les experts des différents "think tank" qui fleurissent en Virginie et sur les bords du Potomac et qui imaginent diverses formes de pression économique sur l'URSS, répondront oui à cette question. Ainsi, ce serait un lieu commun que de penser que l'Union Soviétique est tributaire de ces échanges.

La constitution de cette image date de la Détente, et du développement du commerce Est-Ouest après 1970. Pourtant, ce serait une erreur que de croire que, jusque-là, l'URSS avait vécu en autarcie. Les travaux de A.C. Sutton (1) montrent au contraire l'importance des échanges dans les années vingt et trente. Pour s'industrialiser, construire son potentiel militaire, qui, en 1937, passait déjà pour le premier au monde (2), les dirigeants soviétiques ont systématiquement utilisé la technologie étrangère. L'usine de construction de Gorki (GAZ) est une réplique exacte de celle de Ford à Dearborn ; en pleine guerre d'Espagne, les ingénieurs de la firme italienne D.T.O. reconstruisent les chantiers navals de Léninegrad et Odessa et participent au premier développement de la flotte soviétique. Les exemples sont légion. On pourrait croire qu'ils sont le produit du retard de l'URSS avant la Seconde Guerre mondiale, et pourtant...

Malgré l'industrialisation, menée par le fer et dans le sang, les années soixante-dix ont montré que la faim, la fringale devrait-on dire, de l'URSS pour la technologie occidentale n'est pas éteinte. Elle se double même, depuis 1963, d'une faim tout court pour les céréales. Autant d'éléments qui accréditent l'idée que le commerce est un levier potentiel. Ressuscitent alors les images sur l'incapacité systémique de l'Union Soviétique à innover, à progresser dans le domaine technique. Parfois, cependant, ces images se brouillent, voire se retournent. Des chocs psycho-

logiques comme ceux causés par le premier *sputnik*, le vol de Gagarine, et voilà que l'on crie à l'avance soviétique, à la supériorité technologique du système. On en revient alors au problème initial. L'URSS importe massivement, tant des biens d'équipement que des produits alimentaires. Ce flux est-il vital ? Peut-il fournir un levier ou au contraire n'est-ce qu'une facilité provisoire ?

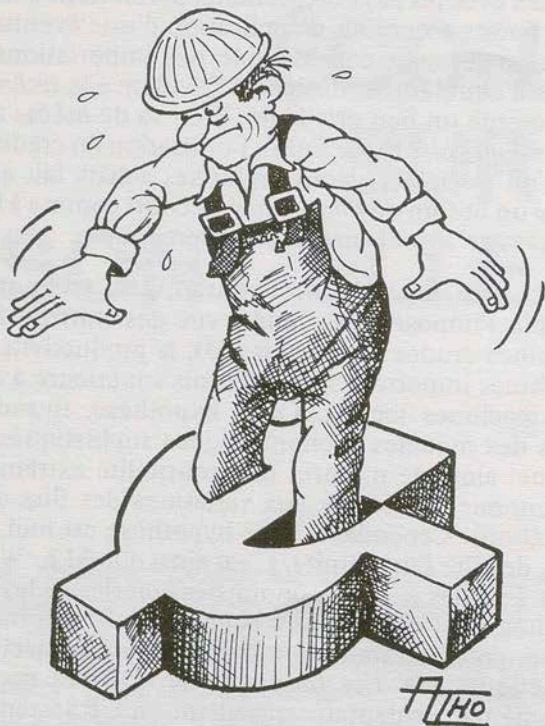
Le commerce comme levier

La structure et les conditions du commerce de l'URSS avec les pays occidentaux permettent d'isoler trois points potentiels d'application d'une éventuelle pression. La part considérable des importations en biens d'équipement désigne à l'évidence la *technologie* comme un lieu privilégié. Il en va de même avec les *produits céréaliers*. Enfin, l'utilisation du crédit par l'Union Soviétique pour régler ses achats fait apparaître un besoin de *financement*, à court comme à long terme, sur lequel on peut espérer jouer.

La nécessité des importations en technologie semble s'imposer, à la simple vue des chiffres. Pour certaines études américaines (3), la productivité des machines importées serait dix fois supérieure à celle des machines locales. Cette hypothèse, introduite dans des modèles économétriques sophistiqués (4), permet alors de montrer une sensibilité extrême de l'économie soviétique aux variations des flux d'importations. Cependant, cette hypothèse est loin, très loin, de faire l'unanimité. C'est ainsi que M.L. Weitzman, l'un des jeunes économistes américains les plus réputés, a pu montrer que la productivité des machines importées serait identique à celle des machines soviétiques (5). Les observations réalisées par des ingénieurs occidentaux travaillant en URSS tendent à montrer, par ailleurs, que les machines importées sont souvent sous-utilisées. A l'heure actuelle, il n'existe aucun calcul, en réalité, qui puisse nous permettre d'estimer avec un degré raisonnable de

confiance la contribution des importations de machines et d'équipements industriels à la croissance soviétique.

La persistance d'une image très forte de l'URSS comme dépendant vitale des importations de technologie occidentale repose plus, aujourd'hui, sur des *a priori* idéologiques que sur des résultats économiques fiables. Pour la majorité des auteurs anglo-saxons, adhérant implicitement ou explicitement au mythe schumpéterien de l'entrepreneur, l'économie soviétique, faute d'être de type "marché libre", est fondamentalement incapable d'innovation.



ENTRAVES

La perception du problème par les Soviétiques n'est pas moins biaisée par de lourds *a priori* idéologiques. Leur conception de l'URSS comme "l'Etat des travailleurs" ne leur permet pas de penser les aventures de l'organisation du travail comme le produit de la résistance ouvrière. Les ouvriers ne sauraient s'exploiter eux-mêmes, n'est-ce pas ? Donc, si la productivité est faible, cela provient soit du fait que les ouvriers ne sont pas de vrais prolétaires mais d'affreux paysans ou des petits bourgeois déguisés, soit d'un développement technique insuffisant. Depuis le début des années soixante, la première explication a perdu sa crédibilité. L'URSS possède désormais une classe ouvrière héréditaire. Reste donc le problème des machines. En réduisant la question de la productivité à la seule base matérielle, les dirigeants soviétiques préservent leur discours apologétique ; mais ils se condamnent en même temps à une course à l'équipement, parallèle à la course aux armements.

Nous en arrivons alors au paradoxe suivant : dans bien des cas, l'URSS pourrait se passer des importations. Pourtant la perception du problème telle qu'elle existe a les mêmes effets que si les hypothèses américaines les plus ultra-libérales étaient vérifiées. Le besoin en technologie serait-il donc un pur effet de l'idéologie ? Ce serait trop simple. Cette perception du problème de la productivité par les dirigeants soviétiques ne découle pas seulement de la nécessité de se construire une légitimation. Notons d'ailleurs qu'aucune classe dominante ne pourrait exercer sa domination par la seule force des baïonnettes. La légitimation est une nécessité impérieuse. Non, cette perception est aussi le produit des luttes sociales depuis 1930. Si les dirigeants soviétiques ne font confiance qu'aux machines pour élever la productivité, c'est qu'ils savent bien qu'à défaut d'une adhésion mythique des travailleurs au système, ils ont échoué dans leurs tentatives pour mettre en œuvre une intégration de la classe ouvrière de type fordiste. Le recours aux machines est aussi un moyen de contourner les conflits sociaux.

Les chiffres du tableau II montrent une nécessité parallèle, celle de l'importation des produits alimentaires. Elle découle, bien sûr, des résultats désastreux de l'agriculture, ou, plus exactement, de la volonté des dirigeants soviétiques de ne pas faire supporter entièrement à la population le poids des fluctuations de ce secteur. Ces importations sont donc liées à trois problèmes :

- L'attitude du gouvernement soviétique vis-à-vis de la situation alimentaire, elle-même fonction du faible développement de cette partie de la consommation des ménages (en particulier pour la viande et autres aliments "nobles") et du souvenir des famines des années trente et des disettes de l'après-guerre. La garantie que de tels événements ne surviendront plus est l'une des bases du fragile compromis qui permet au système de subsister sans la terreur.

- L'existence de fluctuations importantes suivant les années, qui peuvent compromettre l'approvisionnement de la population. Ces fluctuations sont généralement attribuées à des phénomènes climatiques. Cependant, on peut montrer que les régions des Etats-Unis et du Canada dont les caractéristiques sont identiques à celles de l'URSS ne connaissent pas des variations comparables dans la production. De plus, la probabilité pour que les conditions climatiques soient défavorables deux ou trois années de suite est très faible. Or, depuis 15 ans, on assiste à plusieurs cas où l'on a deux ou trois mauvaises récoltes consécutives. Le facteur climatique ne saurait être négligé, mais il ne peut à lui seul expliquer les fluctuations récurrentes de l'agriculture.

- Le troisième problème (et là le climat ne saurait jouer un rôle) est la faible productivité de l'agriculture et ses rendements fort bas, y compris quand on fait la comparaison avec des zones en Amérique dont les caractéristiques podologiques et climatiques sont identiques.

Les importations en produits alimentaires ne sont une nécessité qu'en raison des déficiences systé-

matiques de l'agriculture soviétique et du type de compromis passé entre la classe dominante et le reste de la population.

Enfin le tableau III montre l'existence d'un endettement, certes relativement léger, de l'URSS vis-à-vis des institutions financières occidentales. Il signifie que l'Union Soviétique utilise assez largement le crédit pour régler ses importations. D'où l'on pourrait conclure à la présence d'un "besoin financier". En fait, ce dernier dépend directement des sources en devises fortes que peut procurer le commerce extérieur soviétique. Ce dernier a, vis-à-vis des pays occidentaux développés, la structure de celui d'un pays sous-développé. Les exportations sont, pour l'essentiel, constituées par des matières premières. On connaît bien celles qui sont constituées par les hydrocarbures (gaz et pétrole). Il ne faut pas oublier les métaux précieux (or et platine), les diamants, les métaux spéciaux (le titane par exemple). Le besoin en crédit n'existe en fait que dans la mesure où l'URSS connaît un déficit commercial. Toute baisse des prix des matières exportées, et toute diminution des achats par les Occidentaux tendent, pour un montant égal d'importations, à augmenter ce besoin.

En résumé, on peut dire qu'existent trois leviers potentiels, les biens de haute technologie, les produits alimentaires et les crédits, à condition de raisonner, comme aiment à dire les économistes, sous la clause *ceteris paribus*, c'est-à-dire toutes choses étant égales par ailleurs. En effet, ces besoins n'existent que dans la mesure où les comportements économiques et sociaux dominants en URSS restent stables.

Les effets de ces leviers

On peut imaginer plusieurs scénarios. En faisant varier le degré de contrainte économique et les réactions possibles des dirigeants soviétiques, on obtient des cas de figure différents. Avant de décrire les prin-

cupaux, il importe de noter un fait essentiel. Si l'analyse qui vient d'être présentée quant à la nature des besoins est juste, alors le commerce international a certainement freiné les réformes internes à la société soviétique. Il a offert à la classe dominante les moyens de contourner les contradictions issues du système et qui se manifestent soit à l'usine, par la faible productivité du travail, soit dans l'agriculture. Il ne faut pas confondre une occidentalisation des dirigeants, très sensible avec Gorbatchev et sa génération, et l'évolution de la société. Que les membres de la *Nomenklatura* boivent du whisky et non de la vodka n'a que peu d'importance. Historiquement, le développement rapide du commerce Est-Ouest date du moment, au début des années soixante-dix, où la réforme de 1965 entrainait en agonie. Le courant des néo-conservateurs, représenté par L. Brejnev, a ainsi pu offrir une alternative aux propositions avancées par les réformateurs dont Kossyguine fut probablement le porte-parole (6).

Admettons maintenant que les pays occidentaux décident de peser sur les trois leviers cités. La première chose qu'il faut dire est qu'il est impossible de stopper les importations par l'URSS de produits de haute technologie et de biens alimentaires. Dans ces deux cas, le nombre de pays producteurs, et donc potentiellement exportateurs, est trop important pour qu'un embargo soit efficace à cent pour cent. De plus, le développement de courtiers internationaux indépendants (on estime qu'il y en a, en permanence, plusieurs centaines à Moscou) rend l'application stricte d'un embargo des plus aléatoires. Une pression occidentale concertée aura, au mieux, pour effet d'élèver les coûts et d'augmenter les délais, ce qui n'est pas négligeable. Quelles sont alors les réactions possibles des dirigeants soviétiques ?

Tout d'abord, ils peuvent modifier la répartition de leurs importations. Face à un embargo (ou disons plus modestement une pression) sur les produits de haute technologie, ils pourraient choisir de diminuer

drastiquement leurs investissements dans l'agriculture (qui représentent près du tiers total des investissements soviétiques), importer massivement des produits agricoles, et allouer les sommes dégagées au développement de leur industrie. A l'évidence, il y aura une période d'adaptation difficile de trois à quatre ans ; mais on voit mal un gouvernement, quel qu'il soit, modifier ses orientations générales et sa stratégie pour des difficultés limitées dans le temps. On peut aussi imaginer un fonctionnement inverse, si la pression porte sur les biens alimentaires. Enfin, les dirigeants soviétiques peuvent estimer que la cohésion des pays occidentaux s'effritera rapidement, et ils peuvent accepter de payer le surcoût pendant deux ou trois ans sans rien changer à leurs habitudes. Pour contraindre les Soviétiques à réagir en profondeur, la pression devrait être étendue dans ses objectifs (touchant une très large gamme de produits) et de longue durée. L'histoire des différents embargos montre (7) que ce n'est pas une hypothèse crédible.

Faisons pourtant comme si elle l'était. Voilà les dirigeants soviétiques obligés de réagir. Deux solutions sont possibles, grossièrement. Ils peuvent d'abord estimer que l'attitude des pays occidentaux témoigne d'une volonté délibérée de marcher vers un conflit majeur. N'oublions pas que, dans leur cadre mental, toute crise du capitalisme peut signifier la marche à la guerre. En ce cas, leur réponse sera vraisemblablement d'accroître la pression sur la population pour dégager des ressources permettant à la fois de développer les investissements et de renforcer l'appareil militaire. On reviendrait alors à un schéma économique et social proche de celui des années trente.

Il y a une autre possibilité. Tout en prenant acte des mesures agressives (de leur point de vue) des Occidentaux, ils estiment que le risque de guerre n'est pas immédiat. Ils peuvent alors chercher une amélioration qualitative du fonctionnement du sys-

TABLEAU (I)
PART DES MACHINES ET EQUIPEMENTS
INDUSTRIELS DANS LE
COMMERCE EXTERIEUR SOVIETIQUE

	(A) Importations (en mil- liards de roubles courants)	(A) Part des importations (%)	(C) Exportations (en mil- liards de roubles courants)	(D) Part des exportations (%)	(E) Solde com- mercial (en milliards de roubles courants)
1960	1,57	31,0 %	1,04	20,7 %	- 0,53
1970	3,75	35,5 %	2,48	21,5 %	- 1,27
1975	9,04	33,9 %	4,49	18,7 %	- 4,55
1976	10,43	36,3 %	5,44	19,4 %	- 4,99
1977	11,46	38,1 %	6,25	18,8 %	- 5,21
1978	14,51	42,0 %	6,99	19,6 %	- 7,52
1979	14,39	38,0 %	7,42	17,5 %	- 6,97
1980	15,07	33,9 %	7,84	15,8 %	- 7,23
1981	15,89	30,2 %	7,82	13,7 %	- 8,07
1982	19,40	34,4 %	8,15	12,9 %	- 10,25
1983	22,76	38,2 %	8,49	12,5 %	- 14,27

Sources : Comecon Foreign Trade Data - 19..., Edited by the Vienna Institute for Comparative Economic Studies, Macmillan, Londres.

Colonnes :

(A), (C) : Comecon Foreign Trade Data - 1980, p. 190 et Comecon Foreign Trade Data - 1984, p. 201.

(B) (D) : Comecon Foreign Trade Data - 1980, p. 191 et Comecon Foreign Trade Data - 1984, p. 202.

(E) = (C) - (A).

POSITION DE L'URSS (DETTE)
VIS-A-VIS DES BANQUES OCCIDENTALES
EN MILLIARDS DE US \$ (AU 31/12)

1979	1980	1981	1982	1983	(mars 1984)
4,65	5,14	7,75	4,29	4,95	4,43

Sources : Comecon Foreign Trade Data - 1984, p. 506.

TABLEAU (II)
IMPORTATIONS DE L'URSS
EN PROVENANCE DES PAYS NON-SOCIALISTES

	Machines et équipements (en milliards de roubles courants)	Machines et équipements (en % de toutes les importations de machines et équipements)	Biens alimentaires (en milliards de roubles courants)
1972	1,14	-	1,32
1973	1,44	-	1,89
1974	1,96	-	1,46
1975	3,63	40,15 %	3,17
1976	4,39	42,1 %	3,64
1977	4,46	38,9 %	2,86
1978	4,82	33,2 %	2,92
1979	4,57	31,8 %	4,31
1980	4,71	31,2 %	6,36
1981	4,42	27,8 %	9,82
1982	6,15	31,7 %	7,58
1983	6,93	30,5 %	6,69

Sources : Comecon Foreign Trade Data, 1980, p. 215 ; 1984, p. 226, et tableau (I).

TABLEAU (III)
DETTE NETTE DE L'URSS VIS-A-VIS
DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES
EN MILLIARDS DE US \$

1971	0,58
1972	0,55
1973	1,17
1974	1,65
1975	7,45
1976	10,11
1977	11,23
1978	11,22 / 10,40
1979	10,20 / 9,25
1980	9,30
1981	12,44
1982	10,10
1983	10,90

Sources : Comecon Foreign Trade Data - 1980, p. 474, 1984, p. 512 (changement de méthodologie).

tème. Rappelons que la réforme de 1965 a été débattue et élaborée à une période (1961-1965) marquée par des tensions manifestes entre l'Est et l'Ouest (Berlin 1961, Cuba 1962, développement de l'intervention américaine au Vietnam).

Il apparaît ainsi très peu probable que les leviers que nous avons identifiés puissent peser en profondeur sur les orientations de l'URSS. Quand bien même ce serait le cas, il est impossible de prévoir les réactions en chaîne qu'ils pourraient entraîner. On doit ajouter aussi qu'il n'y a pas de corrélation entre une détente commerciale et la mise en œuvre de réformes internes. Faut-il en conclure que le mieux serait encore le laisser-faire dans ce domaine ?

La réponse sera négative pour deux raisons se situant à des niveaux différents. Tout d'abord, il semble évident que les matériels directement militaires doivent être contrôlés. Le problème réside dans l'interprétation de ce qui est, ou n'est pas, directement militaire. Il est clair, à cet égard, que l'interprétation américaine est très large. C'est une manière détournée de chercher à rétablir un embargo. Aussi faut-il s'en tenir à une définition plus stricte. Ensuite, nous venons d'écrire qu'un embargo conduit non à une interruption des flux, mais à une augmentation des coûts et à des effets de désorganisation momentanés. Des embargos précis, à durée limitée (un an), annoncés explicitement, pourraient dans certaines situations représenter des signaux politiques clairs et se substituer à certaines gesticulations militaires. En annonçant d'emblée qu'ils sont à durée limitée, on décourage les entreprises et les courtiers de mettre au point des filières d'évasion. La recherche par les Soviétiques de nouveaux fournisseurs n'est alors pas rentable, car elle va prendre une partie de la durée du délai. Cela revient à élever les coûts brutalement ou à provoquer des goulots d'étranglement momentanés. Comme il est indiqué à l'avance que ces embargos prendront fin à une date fixée, ils ne sont pas interprétables comme une préparation délibérée d'un

affrontement, tout en étant parfaitement signifiants. On peut même imaginer des embargos tournants : une année l'électronique, la seconde les machines-outils, la troisième le matériel de forage, par exemple. On réduit ainsi les possibilités d'évasion, et on minimise les risques de fausse interprétation politique tout en maximisant les effets de désorganisation.

Les relations commerciales, dans cette hypothèse, si elles ne peuvent permettre de faire pression sur le mode de fonctionnement de la société soviétique, pourraient cependant être le vecteur de signaux politiques. On pourrait ainsi, en période de tension, retarder le moment du recours à des gesticulations militaires.

Juin 1986

(1) A.C. Sutton, "Western Technology and Soviet Economic Development", Stanford U.P., Stanford, Cal. 1970-1973.

(2) J. Sapir, "L'Armée dans la société soviétique", in *République Moderne*, n° 2, 1985, p. 24 à 35.

(3) D.W. Green et M. Jarsulic, "Imported Machinery and Soviet Industrial Production: 1960-1974 - An Econometric Analysis", Soviet Econometric Working Paper n° 39, Stanford Research Institute, Menlo Park, Cal., septembre 1975 ; et D.W. Green et H.S. Levine, "Soviet Machinery Imports", in *Survey*, vol. 23/n° 2, printemps 1978.

(4) M. Hopkins et M. Kennedy, "The Trade off between consumption and military expenditures for the Soviet Union during the 1980's", R-2927 NA, Rand Corporation, Sta. Monica, Cal. novembre 1982.

(5) M.L. Weitzman, "Technology Transfer to the USSR : an Econometric Analysis", in *Journal of Comparative Economics*, vol. 3/n° 2, juin 1979.

(6) G.W. Breslauer, "Krushchev and Brezhnev as leaders : Building Authority in Soviet Politics", George Allen and Unwin, Londres 1982.

(7) Y. Perez, *La dissuasion par les embargos. Les embargos américains contre l'URSS et leurs conséquences sur les relations transatlantiques*, Cathiers d'Etudes Stratégiques n° 9, juin 1985, CIRPES, Paris.

Le défi des nouveaux media

Christian MELLON

DEPUIS l'origine, le pouvoir soviétique s'efforce de contrôler les informations qui parviennent aux citoyens. Ce contrôle n'est pas trop difficile pour tout ce qui est écrit. Seuls les *Samizdat* égratignent le massif monopole de l'Etat sur la presse et l'édition. Quantitativement, c'est très peu. Avec la radio, c'est déjà plus difficile : les ondes ne connaissent pas les frontières. D'où le recours au brouillage presque systématique des radios occidentales, brouillage qui n'est pas efficace partout et toujours. Mais un nouveau défi commence à mettre en danger, beaucoup plus sérieusement, le contrôle de l'Etat sur les flux d'information : le développement des nouvelles technologies de communication. La micro-informatique, les magnétoscopes et la télévision par satellite vont poser de redoutables problèmes aux dirigeants soviétiques d'ici quelques années.

La vidéo

Dès les années 70, les plus privilégiés ont commencé à acheter des magnétoscopes à l'étranger.

Les prix en sont très élevés, le marché noir sévit ; mais la tendance semble irréversible. En Pologne, on estime à 500 000 le nombre des magnétoscopes. La contrebande de cassettes vidéo va bon train. Discrètement, sans contrôle, on peut ainsi voir tous les films interdits, en faire des copies, organiser chez soi des séances pour ses amis et voisins... Ainsi le film de Wajda, "*l'Homme de fer*", qui raconte l'histoire de *Solidarnosc*, a été vu par des centaines de milliers de Polonais. Des copies en ont circulé en URSS et dans d'autres pays de l'Est. La vérité oblige à dire que les films pornographiques ont souvent davantage de succès que les films interdits pour leur contenu politique, social ou religieux...

En Pologne, on s'entend souvent dire par des amis proches de *Solidarnosc* qu'une des formes de soutien à leur lutte consiste à leur procurer des cassettes vidéo, même vierges, plus encore que des livres ou des journaux. On parle maintenant de *magnitizdat* pour désigner l'usage de la vidéo pour la formation ou l'information non officielles.

Les gouvernements réagissent à cette invasion en promouvant leur propre production de cassettes au contenu "sain", et tentent de prendre leur part du marché en poussant la production de magnétoscopes. L'Union soviétique prévoit de fabriquer 60 000 magnétoscopes par an en 1990.

La télévision par satellite

Dans les années 90, la télévision par satellite va s'étendre au monde entier. Techniquement, elle est pratiquement impossible à brouiller. Le seul moyen de contrôle, pour un Etat policier, c'est la taille de l'antenne parabolique, qui la rend assez difficile à camoufler pour le moment. Mais beaucoup pensent que ses dimensions pourront être considérablement réduites dans un proche avenir. N'importe qui pourra alors, moyennant un équipement facile à installer, recevoir des émissions du monde entier, sans être repéré. Pour l'instant, les chaînes occidentales n'ont pas encore élaboré des projets de programmes spécifiques en direction de l'Europe orientale. Mais on peut supposer que, dans une dizaine d'années, de tels programmes seront mis sur pied, soit à l'initiative de certains gouvernements, soit par divers mouvements désirant apporter une autre information aux citoyens de l'Est. Les effets politiques et sociaux d'une telle évolution sont difficiles à prévoir. Pour certains, cela ne changerait pas grand chose : dès aujourd'hui, les Allemands de l'Est regardent en masse la télévision ouest-allemande, sans que le régime en soit, semble-t-il, fragilisé. Pour d'autres, la crédibilité de l'information officielle, qui reste assez forte en URSS (à la différence de celle des démocraties populaires), serait très profondément atteinte par la réception régulière d'*images* contredisant la propagande. Quelle serait, par exemple, l'attitude des peuples d'URSS vis-à-vis de la guerre en Afghanistan, s'ils pouvaient recevoir régulièrement de bons reportages sur ce qui se passe réellement là-bas ?

L'exemple actuel de la Hongrie montre ce que pourrait être une réaction intelligente des régimes de l'Est. Dès maintenant, les Hongrois peuvent capter la TV autrichienne et la plupart des radios occidentales. Au lieu d'essayer de brouiller ces émissions, les dirigeants hongrois ont choisi d'améliorer leurs propres émissions radio et TV. Le ton y est plus libre que partout ailleurs en Europe de l'Est, et certains problèmes politiquement sensibles sont discutés devant les téléspectateurs. Il existe même un programme qui permet aux citoyens de poser des questions aux membres du gouvernement. Bien entendu, tout cela reste dans les limites du "compromis hongrois", c'est-à-dire que la politique extérieure de l'URSS n'est pas contestée. Mais les dirigeants des media hongrois, pragmatiques, ont déjà pris des contacts avec des stations de télévision occidentale pour voir s'ils pourraient coopérer avec elles dans le domaine de la télévision par câble, plus facile à contrôler que la télévision par satellite...

La micro-informatique

Pour relever le défi informatique, les dirigeants soviétiques envisagent de produire plus d'un million de petits ordinateurs d'ici l'an 2000, et de systématiser l'enseignement de l'informatique au lycée. Quand on sait qu'il y a déjà 25 millions d'ordinateurs domestiques aux Etats-Unis, on mesure le retard considérable de l'URSS en ce domaine. On y a développé les gros ordinateurs, nécessaires notamment à la modernisation des armements, sans toutefois atteindre le niveau américain. Mais la micro-informatique pose des problèmes politiques redoutables, en permettant un essor considérable des communications entre ceux qui en disposent. Par ailleurs, les imprimantes reliées aux micro-ordinateurs offrent des capacités considérables d'édition *samizdat* rapide et discrète. Dans un pays où aujourd'hui les photocopieuses sont sous clé et étroitement surveillées, on

imagine la révolution que constituerait la libre mise à disposition des citoyens de ce genre de matériels ! Les "disquettes" comprenant les textes à éditer sont faciles à cacher, à reproduire, à transporter... Les opposants polonais semblent utiliser déjà largement ce mode d'édition clandestine.

Le dilemme est douloureux pour les responsables du système : continuer à contrôler l'informatique, c'est voir se creuser l'écart technologique considérable avec l'Occident. Comment enseigner l'informatique à des dizaines de millions de jeunes si on le fait de façon purement théorique, sans leur donner la possibilité de "pianoter" concrètement sur les appareils ? Or, au rythme prévu actuellement, il y aurait en URSS en 1990, un micro-ordinateur pour cinq écoles ! Mais, si l'on prend l'option de multiplier le nombre de ces équipements, aucun contrôle ne sera plus possible sur l'usage qui en sera fait. Autre problème : quelles informations va-t-on introduire dans les banques de données ? Les informations "officielles", qui sont souvent inexactes (par exemple sur les statistiques économiques), au risque de fausser toutes les opérations qui seront faites à partir d'elles ? Ou bien les informations "exactes" ? Mais quelle opération-vérité cela exigerait !

Il ne semble pas que la nouvelle équipe Gorbatchev ait choisi sa ligne en ce domaine. Une chose est sûre : quiconque s'intéresse à l'évolution du régime soviétique doit désormais prêter plus d'attention aux choix qui seront faits dans les technologies de la communication qu'aux spéculations des "kremlinologues" sur les querelles de clans ou sur le succès de telle ou telle "ligne". Autre conclusion importante⁶ : les possibilités de développer des contacts de citoyens à citoyens, par dessus la coupure de l'Europe, vont s'accroître considérablement. Dans la lutte pour des changements sociaux et politiques, la technologie n'est jamais déterminante, mais parfois elle aide bien !

LA DÉTENTE PAR LE BAS

Où en sont les relations entre mouvements indépendants de l'Ouest et de l'Est ?

Bernard DREANO

Bernard Dréano est membre du CEDETIM (Centre d'Etudes anti-impérialistes) et du CODENE (Comité pour le désarmement nucléaire en Europe). Il a une riche expérience de contacts et de débats avec tous les mouvements de paix européens, de part et d'autre du rideau de fer. ANV a déjà publié un article de lui dans le dossier Allemagne (n° 58) : "Quand les Allemands de l'Ouest regardent vers l'Est".

DEPUIS plusieurs années, les contacts se sont multipliés entre une partie des "nouveaux mouvements de paix indépendants" d'Europe occidentale (et accessoirement d'Amérique du Nord) et divers groupes et mouvements indépendants d'Europe orientale : pacifistes de RDA, membres du "groupe pour la confiance" de Moscou ou du mouvement "liberté et paix" polonais, militants de la Charte 77, du *Kos* polonais ou de *Solidarnosc*, objecteurs de conscience, écologistes, féministes de Hongrie et de RDA, etc. Tous ces contacts confirment la réalité de cette "détente par le bas" qu'espérait l'éphémère groupe hongrois "Dialogue" (1982-

1984). C'est cette expérience qui est analysée ici par un animateur du CODENE français.

Les mouvements de paix qui se sont développés en Europe de l'Ouest entre 1980 et 1984 restent singulièrement méconnus en France, où ils n'ont été représentés que par le petit CODENE (Comité pour le désarmement nucléaire en Europe). Ce triste constat est valable pour l'ensemble de leurs activités, et notamment pour les relations qu'ils ont su tisser avec un bon nombre de noyaux, groupes ou mouvements sociaux d'Europe orientale. L'histoire de ces relations est pleine de contradictions et de problèmes,

mais aussi riche d'expériences et d'espérances, qui méritent bien notre attention.

L'histoire d'une solidarité

Pour bien comprendre la dynamique réelle de ces relations "Ouest-Est" des mouvements de paix, il faut revenir en arrière et examiner ce que furent les formes de la solidarité avec les mouvements sociaux indépendants d'Europe orientale, notamment en France, pays de "référence" sur ce terrain.

Frappante est en effet l'amnésie historique de l'*intelligentsia* française vis-à-vis de sa propre histoire en ce domaine. Le "Goulag" avait pourtant été dénoncé à gauche dès 1934 (au moins !), par des personnes allant d'André Gide à Trotsky. La nécessaire unité anti-fasciste d'avant-guerre et les pièges du manichéisme de la guerre froide n'avaient pas empêché certaines prises de position anti-staliniennes, par exemple celle des surréalistes. Pourtant, ce que l'on retient, au mépris de l'histoire, c'est essentiellement comment les dévôts pro-soviétiques des années 50 sont devenus les dévôts pro-américains des années 80, après un intermède "maoïste" pour certains.

Ce contexte n'a rien de clarifiant ! Remontons pourtant à 1968, pour essayer de comprendre l'histoire réelle de cette solidarité.

Cette année-là voit, en février, l'organisation de petites actions de solidarité avec le mouvement étudiant polonais – et avec des gens comme Jacek Kuron et Adam Michnik que nous retrouverons plus tard – et surtout la réprobation générale de la gauche d'Europe occidentale (la situation n'est pas du tout la même dans le tiers monde) vis-à-vis de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, unanime de la part de tous les soixanthuitards. La solidarité avec l'Est s'exprimera aussi lors des grèves ouvrières polonaises de 1970 et des derniers sursauts pragoïses (69-70,

mort de Jan Palach, etc.) : mise en place de "Listy" par Jiri Pelikan en Italie, avec en France un comité de soutien présidé par Claude Bourdet, etc.

Deux éléments doivent retenir notre attention dans l'analyse de l'activité de cette époque. D'une part, celle-ci s'inscrit dans le cadre d'un ensemble d'actions de solidarité des plus variées et n'entraîne que fort peu de réflexion spécifique. Les militants français qui manifestent en août 1968 devant l'ambassade tchécoslovaque se retrouvent de la même manière quelques jours plus tard pour exprimer leur solidarité avec les étudiants mexicains réprimés (l'ensemble des manifestations sont alors interdites), puis avec les anti-franquistes espagnols. Tout cela "va de soi", sans exiger l'étude particulière de chaque situation nationale. Les seules réflexions ont en général un caractère "théologique" : elles portent sur la supposée "nature de classe" des démocraties populaires et non sur leur réalité historique et sociale.

D'autre part, tout le monde ne manifeste pourtant pas exactement avec le même entrain. Les lunettes mao-staliniennes de certains (dont, à l'époque, André Glucksmann) ne leur permettent pas d'exprimer trop d'enthousiasme pour les "super-révissionnistes" de Prague ou de Varsovie. Les courants les plus actifs sont trotskystes, chrétiens, non-violents, PSU...

Et puis, une fois la Tchécoslovaquie "normalisée", alors que la Pologne fermente, on "oublie" un peu l'Europe de l'Est. C'est la règle de ce type de solidarité, quelle que soit la sincérité de ceux qui la mettent en œuvre : elle n'est effective que pendant les périodes d'activité intense et spectaculaire du mouvement que l'on soutient (ici, les effets du printemps de Prague). On a connu le même phénomène avec de nombreuses luttes du tiers monde, "à la mode" quelques mois.

Deux autres expériences de solidarité internationale vont nous permettre de mieux comprendre la nature du problème. Pour être efficace, la solidarité

internationaliste doit s'inscrire à la fois dans la *pratique quotidienne et régulière* d'associations ou de groupes militants (et non dans une "surchauffe" ponctuelle), dans la *réalité politique* qui est la nôtre, le tout, bien sûr, en *relation avec les luttes* menées sur place. Les "comités Chili" de 1973-1975 ont quelque temps réussi à répondre à tous ces critères, et plus encore la solidarité avec *Solidarnosc* en 1981-1983, dans la mesure où elle s'enracinait, en plus, dans la réalité du mouvement syndical (notamment CFDT). Mais l'on a vu aussi combien, malgré tout, cette activité ne gardait un "haut rendement" que pendant un laps de temps assez limité. Il n'a pas été possible, sinon à une petite échelle, de construire un *réseau permanent* de solidarité, analogue à ce qui existe, par exemple, en matière de développement avec les organisations "tiers-mondistes".

Un empirisme original

Ce rappel était nécessaire pour mesurer l'originalité de la solidarité Ouest-Est mise en œuvre au sein des mouvements de paix.

Celle-ci s'est concrétisée principalement dans la mouvance qui se reconnaît dans l'appel « pour la dénucléarisation de l'Europe, du Portugal à la Pologne », lancé en 1980 par la fondation Russel/britannique (Appel END, *European Nuclear Disarmament*. Texte français dans ANV n° 43, p. 40). Cet appel proclame notamment : « Nous devons apprendre à orienter notre solidarité non pas vers "l'Est" ou "l'Ouest", mais les uns envers les autres ». Cette approche est indépendante (des Etats) et non alignée (vis-à-vis des blocs militaires) ; il ne s'agit plus seulement de *solidarité*, mais bien plus d'un *partenariat* internationaliste.

Mais il faut bien retenir, si l'on veut éviter tout contresens, que cette démarche s'est développée dans un assez grand *empirisme*. Personne n'a jamais *décidé* d'une stratégie globale et articulée ; il n'y a pas

eu d'"état-major" ni de "tendance" s'affrontant de manière claire. La cohérence était moins forte qu'on ne peut le supposer, que ce soit dans le "comité de liaison" préparant les grandes conventions END annuelles, dans le "Réseau pour un dialogue Est-Ouest" né de la convention de Pérouse en 1984, ou dans la structure IPCC (International Peace coordination and communication) qui coordonne les mouvements de paix non-alignés.

Le fait essentiel est sans doute que les mouvements de paix ont, en partie, renversé la dialectique classique de la solidarité. D'habitude, en effet, on commence par reconnaître la "justesse" d'une cause, puis on s'efforce d'inscrire le soutien à cette lutte dans les pratiques politiques et sociales de nos pays. Cette fois, les mouvements de paix (du moins ceux qui étaient fondamentalement non-alignés) ont dû affronter, en raison même de leurs objectifs particuliers, les questions de l'Europe de l'Est dans leur pratique ouest-européenne. Non seulement parce qu'on les accusait d'être "agents de Moscou", mais aussi parce que Moscou était directement impliqué dans cette histoire de missiles. Donc, même s'il n'y avait eu aucun groupe indépendant à soutenir à l'Est, la problème se serait posé. D'ailleurs, dès 1980, il était implicitement posé dans l'appel Russell, avant même l'émergence de la plupart de ces groupes.

Examinons les conséquences de cet état de fait, à la lumière d'une comparaison. Après les accords d'Helsinki (1975), quelques groupes à l'Est (groupe de surveillance en URSS, Charte 77 en Tchécoslovaquie) ont tenté d'utiliser le cadre de ces accords pour leur combat en faveur des droits démocratiques. Ils ont bénéficié d'une certaine solidarité de la part des défenseurs des droits de l'homme à l'Ouest. Mais cette solidarité ne sortait pas du modèle classique, car elle ne constituait pas un facteur de la vie politique interne à l'Ouest, où Helsinki n'avait guère d'importance. Seule exception : les quelques pays où on a vu un affrontement stupide entre droits de l'homme "de gauche" et droits de l'homme "de droite".

La question du désarmement est tout autre à cet égard : elle divise profondément les opinions publiques et les forces politiques occidentales. Plusieurs visions contradictoires de l'avenir européen et mondial s'y affrontent. Nous, mouvements de paix non-alignés, n'avons donc pas "pris en otage" les groupes et mouvements de l'Est (groupes de paix, mais aussi mouvements sociaux, mouvements pour les droits civiques) pour combattre d'autres tendances (atlantistes ou pro-soviétiques) ; nous avons simplement réalisé que ces indépendants de l'Est sont *partie prenante* du problème et de ses *solutions*. Maintenir en *permanence* des relations avec eux est une *nécessité* pour l'efficacité de notre combat et du leur. Nécessaire aussi le *partenariat*, c'est-à-dire une relation de *confiance* (et pas seulement de solidarité) qui implique le débat réciproque et, éventuellement, contradictoire (et pas seulement l'accord politique).

Mais la consistance et l'efficacité d'une telle démarche suppose qu'elle demeure un facteur interne dans la politique occidentale. Or, elle pourrait être soit marginalisée (comme les "droits de l'homme" deviennent un "supplément d'âme") ou détournée (récupérée par la droite). La difficulté provient donc du fait que certaines forces qui sont proches (voire partie prenante) des mouvements de paix occidentaux s'efforcent de dé-politiser cette activité de solidarité (réduction au "supplément d'âme"), tandis que d'autres, hostiles à ces mouvements, vont s'efforcer de la nier, de la travestir ou de la démembrer pour imposer *leur* logique, celle de l'affrontement des blocs.

La critique "réaliste"

Il y a peu de choses à dire sur les courants *pro-soviétiques* ou *philosoviétiques* qui se sont, bien entendu, efforcé de nous barrer la route. Ils l'ont fait en invoquant la nécessaire "unité" du mouvement sur son plus petit dénominateur commun (cas des

pro-soviétiques au sein du mouvement allemand par exemple) et en repoussant "à plus tard" toute clarification. Remarquons surtout qu'en dehors de la France, de la Grèce et du Portugal, ces courants sont nettement minoritaires.

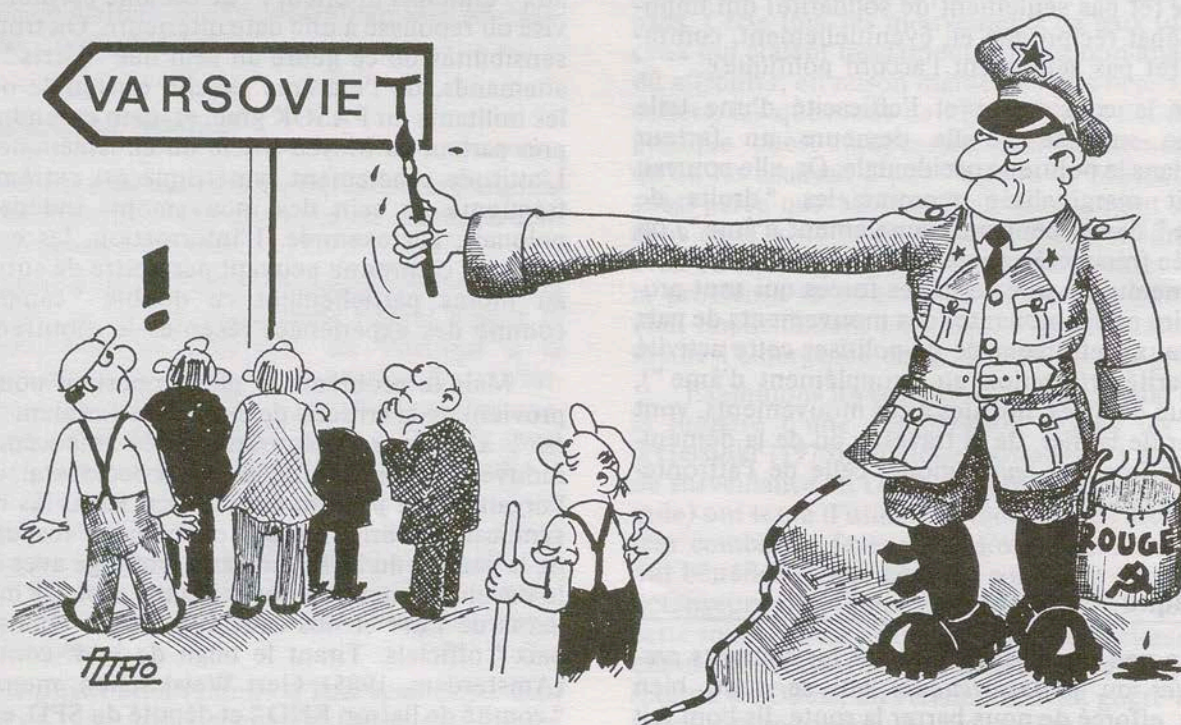
En revanche, une autre attitude existe au sein même du mouvement non-aligné, que l'on peut qualifier, pour reprendre une formule classique dans le tiers monde, de "*campiste*". Ceux qui la partagent ne nient pas la valeur des mouvements indépendants à l'Est, et certains les soutiennent effectivement. Mais, au nom des "priorités" des dangers représentés par un "camp", l'autre peut être considéré comme un moindre mal, voire même un allié partiel. Le soutien aux "ennemis intérieurs" de cet allié est alors relativisé ou repoussé à une date ultérieure. On trouve des sensibilités de ce genre au sein des "Verts" ouest-allemands, de l'extrême gauche espagnole ou chez les militants du PASOK grec, et, bien entendu, à peu près partout au Moyen-Orient ou en Amérique latine. L'attitude exactement symétrique est extrêmement fréquente au sein des mouvements indépendants polonais, par exemple. L'information, les contacts, l'activité commune peuvent permettre de surmonter au moins partiellement ce double "campisme", comme des expériences récentes le montrent.

Mais le problème le plus important pour nous provient de la critique de ceux qui se veulent "*réalistes*". Certaines composantes très importantes du mouvement de paix indépendant occidental, comme l'organisation protestante ASF en RFA, les milieux syndicalistes britanniques ou certains responsables de la gauche du SPD allemand, ont jugé avec réserve le développement de nos relations avec les indépendants de l'Est et nos conflits avec les "conseils de paix" officiels. Tirant le bilan de la 4^e convention (Amsterdam, 1985), Gert Weiskirchen, membre du "comité de liaison END" et député du SPD, exprime cette réserve de façon modérée : l'erreur de la mouvance END, selon lui, c'est de considérer l'Europe de

l'Est « principalement comme une potentialité de résistance à l'hégémonie de l'Union soviétique. L'expérience de l'Ouest est transposée à l'Est ; son propre radicalisme envers le *Pax americana* sert de critère de jugement pour déterminer qui est le véritable ami de la paix à l'Est. Seuls ceux qui adoptent les méthodes d'opposition d'Europe occidentale comme fondement de leur opposition à l'Est ont droit à la parole ». Or, toujours d'après Weiskirchen, « le but des mouvements de paix n'est pas de détruire les systèmes politiques, mais de les transformer pacifiquement ». Dès lors, s'il n'est pas question de se taire sur les violations des droits de l'homme, il n'est pas possible de « jouer les indépendants contre les conseils de paix

(officiels) ». L'église protestante de RDA fournit « un modèle de règlement des conflits à l'intérieur de son propre Etat », plus efficace, mais bien différent aux yeux de Weiskirchen (*Die neue Gesellschaft*, novembre 1985).

La même critique est exprimée de manière plus virulente par le théologien Tom Veerkamp de Berlin ou par Horst Ehmke, vice-président du groupe parlementaire SPD (dans la même publication). Ils critiquent notamment le mouvement néerlandais IKV (sur IKV, voir ANV n° 43), considéré comme le « leader » du travail Est-Ouest du Comité de liaison END : « Réclamer un prix de politique intérieure à l'adversaire (soviétique) revient à s'aligner sur la stratégie



américaine des droits de l'homme», estime Veerkam. Et Horst Ehmke : « Le mouvement de paix ayant clairement subi une défaite en tant que mouvement anti-missiles, en tant que mouvement à objectif unique, il veut dépasser ses limites propres en développant des conceptions politiques plus étendues, en assumant plus de pouvoir ». Mais, ce faisant, estime Ehmke, il s'engage trop vite trop loin, y compris sous la pression de la droite. « L'expérience a confirmé, ajoute-t-il, qu'une politique visant à déstabiliser les régimes du bloc de l'Est ne peut servir ni la détente ni la paix ». La politique d'IKV et du Comité de liaison END entrerait donc en contradiction avec celle du SPD, dont « l'objet principal est de parvenir à une véritable situation de paix en Europe (...), accessible en développant un partenariat de sécurité entre l'Est et l'Ouest, en tenant compte des systèmes sociaux différents ». Il précise sa pensée : « Cela signifie-t-il que les dissidents aient moralement tort ? Certainement pas ! Mais la morale, aussi bien intentionnée soit-elle, peut conduire, dans ce cas, à un désastre politique. Ce que nous devons prendre en considération, également vis-à-vis des dissidents d'Europe de l'Est, ce n'est pas notre bonne manière de penser, mais le résultat de notre politique ».

Ces responsables du SPD expriment ainsi, de manière claire et articulée, un sentiment que l'on perçoit, de manière plus diffuse, dans d'autres partis socio-démocrates, au sein de nombreux mouvements chrétiens, et même dans une organisation membre du CODENE, le SCI (Service civil international).

Il ne faut pas faire de contresens sur ce sentiment : il ne s'agit en aucun cas de « pro-soviétisme ». Il ne s'agit pas non plus de naïveté à l'égard de l'URSS, contrairement à ce que pensent de nombreux indépendants de l'Est. Il s'agit de « Realpolitik », appuyée sur une conception « responsable » de la politique en général : le mouvement de paix, dans cette vision des choses, ne doit pas avoir de « stratégie globale », ce qui est l'apanage d'un grand

parti de gouvernement. Seul le grand parti peut combiner la prudence diplomatique et le soutien aux « droits de l'homme », rubrique dont doivent dépendre les « dissidents ». Les mouvements de paix, eux, ne sont que les auxiliaires de la grande politique du parti.

A l'inverse, IKV et les Verts de RFA, ainsi que l'intellectuel indépendant hongrois Gyorgy Konrad (dans son livre *L'Antipolitique*) et une partie de la gauche « mouvementiste » du Parti communiste italien font valoir l'importance, comme facteur *politique*, de la démarche culturelle « par en bas » animée par les mouvements. La question centrale n'est pas le soutien à des « dissidents » au nom des « droits de l'homme » : c'est la construction d'un courant idéologique et culturel trans-européen, dont la vocation est bien de transformer la manière même de faire de la politique.

Entre le froid « réalisme » et l'« utopie concrète », il est bien évident qu'une dialectique est possible et même nécessaire. Mais, dans l'histoire de nos mouvements, cela s'est d'abord traduit par une divergence tactique opposant, depuis la Convention de Berlin, et sous des formes évolutives, la majorité des mouvements du « Comité de liaison END » à plusieurs grands partis et à certains mouvements, non à propos du rapport aux indépendants (que tout le monde préconise, même si c'est de manière variée), mais à propos du *rapport aux comités « officiels »*. Pour nos censeurs du SPD, récuser les officiels comme « comités de paix » pour ne voir en eux que les représentants de leurs gouvernements, c'est sans doute conforme à la réalité, mais cela constitue une provocation inutile et dangereuse dans le contexte de la politique « réellement existante » et « efficace ».

La critique « morale »

La critique « réaliste » a de quoi ébranler les mouvements de paix indépendants, dans la mesure

où elle provient de secteurs de la gauche occidentale qui sont indispensables au développement d'une politique concrète de partenariat telle que nous la décrivions ci-dessus.

Or, ils subissent aussi une série de critiques diverses, dans leur contenu, mais agissant toutes en sens inverse, si bien que s'exerce sur eux un véritable *effet de tenaille*. Passons rapidement sur le discours présentant les mouvements de paix comme des "agents de Moscou", en gardant tout de même en mémoire que ce discours reste écrasant en France et dominant dans les médias de tous les pays occidentaux. Ajoutons à cela que la propagande officielle pro-pacifiste dans les pays de l'Est a plutôt pour effet de discréditer les mouvements indépendants aux yeux des populations.

Cette pression reste considérable et entraîne des réactions : n'est-il pas dangereux d'aller "sur le terrain de la droite" ? A l'inverse, ne faut-il pas répondre positivement à toutes les interpellations de tous les "défenseurs des droits de l'homme" et consacrer moins d'énergie à la lutte pour le désarmement ?

Bien sûr, le problème ne se pose pas réellement ainsi. Il n'empêche qu'il faut tenir compte d'une critique "morale" en ce domaine quand elle provient (tout comme la critique "réaliste") de l'intérieur même du camp non-aligné.

D'autant que cela correspond souvent à une demande des indépendants de l'Est eux-mêmes. Les oppositions démocratiques évitent de se diviser ; or, sauf peut-être en RDA et dans une certaine mesure en Hongrie, de nombreux courants sont plus que réservés vis-à-vis des mouvements de paix. Même certains de ceux qui, comme Jacek Kuron ou Vaclav Havel, acceptent le dialogue, commencent par porter un jugement sur la "sincérité" supposée de l'interlocuteur et non sur la "légitimité" de son orientation politique. A l'Est, comme ailleurs dans le monde, on apprécie d'abord le degré de solidarité - et donc

d'hostilité à l'opresseur (ici l'URSS) -, surtout sur un terrain aussi idéologiquement miné que la "paix". On pratique plus qu'ailleurs ce "scepticisme particulier" exprimé par Vaclav Havel dans son message à la Convention d'Amsterdam ("Anatomie d'une réticence") envers « le danger de l'utopisme, le danger pour toute idée vivante de se pétrifier en utopie, en instigation technique à la violation de la vie ».

Tout naturellement, les critiques "morales" précèdent donc le débat politique. Elles paraissent à nos interlocuteurs de l'Est plus importantes que la construction progressive de rapports de partenariat, à travers lesquels les problèmes de droits civiques pourraient être intégrés globalement aux relations Est-Ouest dans la vie politique nationale et internationale.

Les mouvements occidentaux, s'ils veulent être efficaces, ne doivent pas subir le rythme imposé par les doutes et les préoccupations de leurs amis de l'Est. Ils doivent savoir les écouter, mais sans devenir les simples "porteurs de valises" de la solidarité.

Cette solidarité ne peut évidemment pas se diviser en tranches : elle est acquise à toutes les formes d'opposition démocratique et progressiste à l'Est. Mais le partenariat, lui, ne se conçoit qu'avec ceux qui partagent la même dynamique de non-alignement, malgré la différence des contextes.

Cela a des conséquences dans le travail à mener chez nous. Toute action unitaire ponctuelle de défense des droits de l'homme est légitime. En revanche, on ne peut intégrer politiquement, de manière permanente, au nom de "l'unité des défenseurs des droits de l'homme à l'Est", des adversaires des mouvements de paix eux-mêmes dans la base occidentale du partenariat que l'on veut construire : ce serait abandonner la conception qui vise à intégrer la question des droits civiques à l'Est dans la vie politique européenne (nationale et internationale) dans la perspective du dépassement des blocs. Ce serait au contraire renforcer la logique inverse, celle qui veut

intégrer cette question au moyen d'un anti-communisme socialement réactionnaire et d'un atlantisme de guerre froide.

Pendant la période, fort courte, de leur développement, les nouveaux mouvements de paix indépendants ont dû faire face à d'énormes pressions de leurs adversaires : pression permanente des militaristes atlantistes ; pression des pro-soviétiques, parfois grossière, parfois subtile. Si l'on veut bien mesurer la disproportion des moyens, on peut convenir qu'ils n'ont pas si mal résisté. En revanche, ils ont éprouvé les plus grandes difficultés à gérer les effets contradictoires des pressions "réalistes" et "morales" en leur propre sein.

Il se trouve que les "Conventions END" ont joué un rôle symbolique très important dans toute la mécanique Est-Ouest. Cela fut la source de quelques problèmes. En effet, le "Comité de liaison" qui organise ces conventions n'a jamais été un "Etat-major" des mouvements de paix. C'est une instance souple, relativement peu formalisée, dont le rôle dans la relation Est-ouest n'avait pas été prévu. Ce rôle s'est développé pragmatiquement, produit par l'histoire même de ces conventions : violente condamnation de la convention de Berlin (1983) par le Conseil de paix soviétique ; participation de ce même Conseil à celle de Pérouse (1984) ! Ce n'est qu'empiriquement et progressivement que le Comité de liaison a adopté, avec des succès variables, la logique d'IKV, admise d'ailleurs par de nombreux indépendants, celle du "trilogie" : « avec les indépendants : partenariat ; avec les officiels : dialogue ».

En raison du caractère spectaculaire des Conventions, beaucoup de milieux indépendants de l'Est y ont vu un baromètre de l'état de leurs relations avec "le" mouvement de paix occidental, qu'ils perçoivent comme beaucoup plus cohérent et homogène qu'il ne l'est en fait. Les difficultés de transmission de l'information n'ont rien arrangé : les groupes de paix de RDA, par exemple, n'ont pas bien compris

pourquoi leurs riches contributions à la Convention de Pérouse, en 1984, n'ont eu finalement que peu d'influence, pas plus que, l'année suivante, l'appel des femmes des pays où étaient déployés des missiles (à l'Est et à l'Ouest). L'une des raisons de cette double lacune tient d'ailleurs à un facteur interne au mouvement occidental : la faible implication des diverses tendances du mouvement ouest-allemand dans le processus END.

Autre exemple : l'"appel de Prague" lancé par la Charte 77 avant la Convention d'Amsterdam n'a exercé sur celle-ci qu'un effet indirect, en orientant l'action du "Réseau pour un dialogue Est-Ouest", qui est distinct de la Convention, quoique lié à elle. Vu de Tchécoslovaquie, cela n'est pas forcément très clair.

Enfin, la volonté des mouvements de paix occidentaux de consacrer aux problèmes posés par les nouveaux développements des stratégies militaires occidentales (guerre des étoiles, etc.) plus d'attention qu'aux relations Est-Ouest, lors de la 5^e Convention END d'Evry (juin 1986) a pu être mal interprétée par certains partenaires de l'Est.

Fort heureusement, les choses ne se limitent pas à ces forums internationaux que sont les conventions. La collaboration a pris de multiples formes, le plus souvent bilatérales. Autre temps fort de cette activité : les initiatives du "Réseau pour un dialogue Est-Ouest" au moment de l'anniversaire des accords de Yalta (séminaire de Berlin, 1985) ou à l'occasion de la conférence d'évaluation des accords d'Helsinki (Vienne, novembre 1986).

Quel avenir

Tout ceci peut paraître brouillon ou complexe, et l'est à bien des égards. C'est la rançon de la richesse réelle du processus de "détente par en bas", peu formalisé mais bien vivant : les randonnées communes à

bicyclette n'y sont pas moins importantes que les séminaires de réflexion sur l'avenir de l'Europe.

Reste le problème fondamental de l'avenir : jusqu'où est-il possible d'aller ? Plusieurs éléments négatifs sont à considérer :

- Le "trilogue" espéré par les animateurs d'IKV (avec les indépendants : partenariat ; avec les officiels : dialogue) s'est faiblement concrétisé. Le "dialogue" avec les officiels est resté très formel, tandis que la marge de manœuvre des divers groupes indépendants dans leurs pays respectifs a été sans cesse réduite par la répression directe ou des pressions plus subtiles. Par ailleurs, en RDA, Tchécoslovaquie et URSS, des entraves ont été mises aux déplacements des membres des mouvements de paix occidentaux...

- Après la lutte contre l'implantation des euro-missiles, il y a eu un relatif reflux de la "vague pacifiste". En conséquence, les mouvements de paix ont eu des formes d'apparition moins spectaculaires et moins massives, ce qui a réduit leur impact médiatique, et donc leur influence à l'Est (aussi bien vis-à-vis des officiels que de certains secteurs de la population).

- Ces mouvements ont rencontré des difficultés pour s'enraciner dans les institutions politiques et sociales de l'Ouest, notamment dans les grands partis de gauche. Les courants "alternatifs" capables de modifier la vie politique dans leurs pays respectifs stagnent ou régressent (notamment en France, de façon dramatique). "L'autre manière" d'aborder la politique internationale, en s'opposant à la fois à la guerre froide et à la complaisance, en souffre.

Pourtant, certains éléments positifs permettent d'envisager la pérennité de la dynamique de "détente par en bas".

C'est d'abord, tout simplement, le fait que les mouvements de paix, malgré de nombreuses difficultés, montrent qu'ils peuvent poursuivre leur action, au-delà de l'affaire des euromissiles, sous des formes sans doute moins spectaculaires mais bien réelles. C'est aussi le

développement d'autres terrains de collaboration Est-Ouest "par en bas" : notamment, après Tchernobyl, toute la gamme des luttes écologistes.

Plus profondément et plus essentiellement, on voit se confirmer dans de nombreux pays l'enracinement *culturel* de ces nouvelles approches des relations Est-Ouest, par delà les conjonctures politiques.

Reste que l'attitude des forces progressistes françaises, persistant à tourner *systématiquement* le dos à ces nouveaux phénomènes, n'est pas sans effet négatif, non seulement chez nous mais aussi dans le reste de l'Europe, du fait du poids de notre pays. La France, puissance conservatrice du *statu quo* contre le renouveau européen ? Il y a de quoi s'inquiéter...

Impressions de Moscou

Blaise VOLOS

Un étudiant français, après quelques semaines à Moscou pour perfectionner ses connaissances en langue russe, raconte ce qu'il a vu et entendu. Voici quelques extraits de son témoignage.

JE désirais acheter du lait, du fromage et du saucisson dans une espèce de grande crèmerie. Il me fallut d'abord faire le tour des comptoirs pour repérer les produits qui m'intéressaient, et leur prix. La ménagère russe mémorise très vite tous ces chiffres, mais je dus les écrire sur un papier. Je me dirigeai alors vers l'unique caisse du magasin, attendis un quart d'heure, puis décrivis rayon par rayon la quantité et le prix des objets que je désirais. Je reçus des tickets de caisse après avoir payé. J'allai alors vers le premier comptoir, attendis une dizaine de minutes pour acheter le lait. Attente un peu plus longue au deuxième comptoir. En effet la vendeuse doit couper exactement 100 grammes de fromage (mon ticket prouve que j'ai payé pour cette quantité précise) et elle n'y aboutit qu'au terme d'approximations successives. Servi, je me hâte vers le troisième comptoir où, par chance, il n'y a personne. Il m'aura donc fallu environ 45 minutes pour la crèmerie. Il me faut maintenant aller dans un autre magasin acheter le pain, puis dans un troisième la bière, etc.

Que conclure de cette expérience ? d'abord que les magasins ne sont pas vides, même s'ils ne regorgent pas de victuailles, même si le choix est quasi inexistant. Fait massif, valable pour les boulangeries, les crèmeries, et en géné-

ral pour tous les objets de première nécessité. La présence de ces queues devant les magasins est susceptible de recevoir plusieurs interprétations. C'est notre plus grand problème, disent les Soviétiques. Un jeune privilégié du régime - sans doute futur membre de la *Nomenklatura* - me fit remarquer que les queues ne dataient pas du régime soviétique mais de... 1916 (pendant la guerre !). Une Soviétique m'expliqua que le nombre actuel de magasins correspondait à la population limitée du Moscou d'autrefois et ne tenait pas compte de la croissance de la ville. On voit que les explications historiques sont privilégiées par rapport aux structurelles ! Certains occidentaux estiment qu'elles ont pour but d'occuper les citoyens, les empêchant ainsi de faire de la politique. La présence de la caisse à l'entrée du magasin me suggère une hypothèse. Comment ne pas remarquer la différence avec les pays occidentaux où l'on paye *après*, dans le but d'encourager la consommation ? Payer avant, limiter le nombre des magasins, décourager l'acheteur auraient pour but de restreindre la consommation. Qu'il soit ou non le fruit d'une volonté occulte, ce résultat est atteint.

A côté de l'économie officielle existe une économie parallèle. Prenons le secteur du livre. Je cherchais divers

ouvrages folkloriques : un secteur peu dangereux politiquement pour le régime. J'avais une bibliographie, dont certains titres étaient de l'année même. S'il me fut impossible d'en trouver un seul dans les rayons des librairies moscovites, je pus me les procurer par d'autres réseaux qui m'ont révélé des univers parallèles.

Dans la bibliothèque d'un ami chrétien, je trouvai un titre que je cherchais depuis longtemps. Comme je m'étonnais de le voir dans sa collection, il m'expliqua que, comme de nombreux Moscovites, il achetait tout ce qui lui semblait intéressant, d'autant que, sur les rayons, les livres sont peu coûteux. Un jour ou l'autre il les échangerait ou les offrirait...

Comme je sortais penaud de la plus grande librairie de Moscou, un jeune Moscovite s'approcha de moi, me demandant ce que je cherchais. Par prudence, je lui répondis "l'Ojigof", le Larousse local, absolument introuvable. Il s'éloigna et revint une minute plus tard, me disant que le livre était à ma disposition. Je lui donnai alors le titre du livre folklorique de 1983 que je cherchais. Il me le promit pour le lendemain, me demanda alors un délai... et je l'obtins le surlendemain... au prix fort.

La chance et les relations peuvent contribuer à se créer une bibliothèque en URSS ; l'argent le permet à coup sûr. Tout s'achète à condition d'y mettre le prix. Certains membres de mon groupe ont même réussi à acheter, auprès de trafiquants, de très belles bottes de cuir de l'Armée Rouge ! Leur inquiétude venait de la qualité du cuir. Celui-ci se refusait à cesser de couiner en dépit des exercices d'assouplissement qu'on lui faisait subir dans les couloirs : ce bruit risquait d'éveiller les soupçons des douaniers !

Un tel système étendu à l'échelon du pays tout entier empêche de parler de pénurie généralisée. Sans être luxueux, les intérieurs sont corrects. Comme le disait un Moscovite, « il n'y a rien dans les magasins parce que tout est chez nous ! ». Par contre, le caractère démocratique de la distribution est totalement démenti – sans même parler de la *Nomenklatura* que je n'ai pu, bien sûr, approcher. Il existe des privilégiés par profession ou par situation. Ainsi est-on soigné gratuitement, mais guéri moyennant finances. Et pour acheter le livre théoriquement à 2 roubles, il faut en payer 10. Il est difficile d'apprécier quantitative-

ment cette économie. Les Russes en parlaient avec une extrême circonspection. L'un d'eux, qui niait officiellement l'existence de telles pratiques et les mettait sur le compte non de la structure, mais de la prévarication individuelle, me raconta l'histoire suivante :

« Trois personnes sont rassemblées et parlent salaires. On interroge la première :

– Combien gagnes-tu ?

– 120 roubles, plus les "à côté".

– Pas mal, commentent les questionneurs. Le salaire suivant (100 roubles et les "à côté") est accueilli avec la même satisfaction. On se tourne alors vers le troisième :

– Et toi ?

– Moi, j'ai mille roubles, mais pas "d'à côté".

Les deux autres répondent :

– Malheureux ! Comment tu peux vivre ? »

*
* *

Un soir que nous prenions par hasard l'ascenseur ensemble, Omar manifesta le désir de me rencontrer. Je montai alors chez lui prendre une tasse de thé, geste qui devint une habitude. De nationalité Ouzbeck, il m'introduisit dans le groupe des étudiants d'Asie Centrale, me faisant rencontrer deux amies Kazakstanaises et une Kirgize. C'est pendant ces réunions informelles, autour de petits plats mitonnés qu'il préparait parfois, que je découvris la vie étudiante soviétique.

A l'instar de ses amis, Omar était presque totalement russifié. D'ailleurs, physiquement, seule une légère bride aux yeux pouvait évoquer son origine asiatique. Sa femme étant de langue maternelle Kirghize et non Ouzbèque, ils élevaient leurs enfants en russe, même s'ils le regrettaient. Il était de religion musulmane et s'était marié devant un Iman – comme tous les musulmans russes ajouta-t-il – mais était assez indifférent dans ce domaine. Il se sentait plus indo-européen que membre de l'Ouma.

Ses fortes sympathies turkmènes restaient sur le plan culturel. Et l'eût-il désiré, eût-il été possible de les transposer sur le plan politique ? Il m'apprit qu'en 1977, après un match de football à Tachkent entre la R.S.S. de Russie et celle d'Ouzbékistan, les supporters de cette dernière

équipe étaient descendus dans la rue et avaient commencé à molester les Russes. Des tracts avaient alors circulé, réclamant plus d'autonomie. L'armée était intervenue et en deux jours tout était rentré dans "l'ordre" (Omar ne parla pas de morts). Le pouvoir semble craindre ce type de manifestation spontanée, quel qu'en soit le lieu. Pour preuve l'impressionnant dispositif militaro-policiier qui s'installe au sortir des stades de Moscou. Dans ceux-ci, même l'enthousiasme est réprimé. Les policiers omniprésents savent inviter d'un geste débonnaire toute excitation un peu voyante à la retenue.

Omar était membre du Parti. J'avais cru déceler au début une certaine réserve de sa part à son égard : «... car, dit-il, il faut bien être du Parti pour faire de l'Histoire !». Mais il ne remet en cause ni la prétention du Parti à diriger, ni la légitimité de ce dernier. Bien sûr, il faut tenir compte dans ses propos d'une certaine réserve. Jamais il ne me dit que le Russe très sûr de lui qui entra un soir dans sa chambre alors que nous étions entre amis et se joignit à notre table sans y avoir été invité était là pour s'informer, alors qu'à la réflexion cela me paraît évident. Lors de nos adieux, lorsqu'après la remise des cadeaux je lui demandai son adresse, il me la communiqua, mais me demanda de ne pas lui écrire. "On" ne manquerait pas de s'informer de ce timbre français. Mais il accepta avec plaisir l'idée de lettres postées de Moscou.

*
* *

Le Russe que j'ai pu rencontrer me semble convaincu de la supériorité du socialisme sur le capitalisme et, par voie de conséquence, de son système sur notre système. Sa vision du monde est binaire, ce en quoi elle diffère de la nôtre qui, me semble-t-il, est ternaire. Alors que nous distinguons les pays communistes, les pays occidentaux et les pays du Tiers-Monde, il unit sous le terme de "capitaliste" ces deux dernières catégories. Cette analyse économique est projetée sur le plan politique. D'où, dans la perception du Russe, l'absence de différence entre – par exemple – le Chili et la France : tous deux sont "capitalistes". On peut trouver un indice de ce conflit des interprétations dans le scandale que créa Soljénitsyne, il y a quelques années, en soutenant la dictature de Pinochet. On le traita de réaction-

naire ; il était avant tout Soviétique : eux et nous, nous et eux. On reste dans un monde binaire...

Cette vision du monde explique en partie l'obsession de sécurité qui caractérise les Soviétiques, l'homme politique comme le citoyen : ils vivent entourés d'ennemis. Dans une telle perspective binaire, aucun pluralisme n'est possible. Les identifications sommaires vont bon train. Ainsi le nationalisme russe s'identifie-t-il au socialisme, et je ne m'étonne pas de lire dans *Le Monde* du 5 septembre 1983 que l'affaire du Boeing sud-coréen « a suscité à Moscou un sursaut super-patriotique ».

Je crois qu'en offrant aux Soviétiques l'argument de la sécurité nationale pour justifier toutes ses imperfections – pour ne rien dire de ses injustices et de ses crimes – le gouvernement comble le besoin du peuple, ce besoin de *sécurité*, en un mot la lâcheté qui habite l'homme.

J'ai dit lâcheté. Terme excessif ? Non, car je ne pense pas que l'individu soit sans pouvoir sur le système. Les récits de dissidents montrent bien que les crimes staliniens sont aussi dus à la complicité d'un peuple. La lâcheté consiste à accepter que la raison d'Etat puisse justifier une injustice, comme si le système qui a produit cette injustice était intransformable. L'homme peut agir. C'est même pour cela que je crois que la condamnation uniquement verbale de l'URSS que l'on entend trop souvent est non seulement insignifiante, mais lâche. Je l'entends trop souvent comme la justification des injustices de notre propre système. Faisant d'un mal, le Mal, elle nous excuse. Et si je parle à dessein de la lâcheté du Russe telle que j'ai pu la ressentir, ce n'est que pour trouver un universel qui nous habite tous deux, la complicité dans l'injustice qui réunit les hommes au-delà des systèmes.

NOUVELLES DE L'IRNC

(Institut de Recherche sur la Résolution Non-violente des Conflits)

- Les actes du colloque de Strasbourg sur les "Stratégies Civiles de Défense" paraîtront en novembre ou décembre. Ce retard de plusieurs mois (pour lequel nous nous excusons), est la conséquence de la décision prise par l'IRNC de traduire intégralement en français les communications étrangères. L'ouvrage sera plus gros que prévu. Il sera vendu 80 F.

- Un sénateur des Alpes-Maritimes, M. J. Balarlo, a "fortement souhaité", dans une question écrite au gouvernement, que celui-ci n'aide plus l'IRNC (JO : 3.4.86) comme il l'a fait, par une subvention sur le budget 1985. Il traite l'IRNC d'« institution pacifiste, hostile à notre politique de défense dont la dissuasion nucléaire ». Il ajoute que l'IRNC participe « à l'édition et la diffusion de la revue Alternatives Non-Violentes ». La réponse du Ministre, publiée dans le JO du 24 juillet 1986, est malheureusement aussi courte que regrettable : « il n'est pas envisagé de reconduire cette subvention ». Dans ces conditions, le financement régulier de l'IRNC par le ministère de la Recherche est compromis pour l'année prochaine et notamment la part affectée à la rédaction d'ANV.

Pour le principe, l'IRNC fait une nouvelle demande de subvention.

N'ayant plus de financement régulier sur lequel il puisse compter, l'IRNC doit faire appel avec plus d'insistance encore aux sources privées : parmi celles-ci, il a choisi de développer le mécénat industriel. Plusieurs entreprises ont déjà donné un accord de principe favorable. Toute personne susceptible de contribuer à cette intervention peut contacter direc-

tement l'IRNC (BP 19, 94121 Fontenay-sous-Bois Cédex).

En novembre, avec l'aide d'un objecteur en service civil, démarrera une recherche appliquée (la première en matière de dissuasion civile) intitulée : « Identification des problèmes posés par l'application du concept de dissuasion civile au secteur français de l'énergie ». Ce projet recevra un soutien logistique de l'AFME (Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie) et l'aide individuelle de nombreuses personnes intéressées à des titres divers (EDF, Charbonnages, etc.).

Après avoir soutenu sa thèse de doctorat sur la résistance civile de masse dans l'Europe occupée (1940-45), Jacques Sémelin est parti jusqu'à l'été 1987 aux Etats-Unis. A l'invitation de Gene Sharp, il travaillera au Programme sur les sanctions non-violentes (université de Harvard). A cette occasion, il devrait mettre sur pied une recherche franco-américaine sur « les stratégies civiles de pression : sanctions économiques, actions de l'opinion publique internationale, rôle des médias, etc. ». Le ministère français des Affaires Etrangères s'intéresse à ce projet, qui pourrait aboutir à un colloque en 1988 ou 1989.

L'IRNC a co-dirigé avec l'ADIS d'Alain Touraine une enquête sur les objecteurs de conscience et la vie associative. Jacques Sémelin a rédigé la partie sur « les objecteurs et l'esprit de défense ». Cette enquête a été financée par le Fonds National pour le Développement de la Vie Associative (ministère de la Jeunesse et des Sports). Elle doit être publiée à la fin de l'année par le Comité de Coordination pour le Service Civil (CCSC).

NOUS AVONS LU...

La dissidence soviétique : mouvements contemporains pour les droits de l'homme et les droits nationaux et religieux

par **Ludmilla ALEXEYEVA**, Connecticut, Wesleyan University Press, 1985

Publié pour la première fois aux Etats-Unis en russe sous une forme légèrement différente.
New-York : Khronika Press, 1984.

Sous le règne de la terreur stalinienne, une anecdote caustique, souvent citée, était en vogue auprès des troupes, timorées, du parti :

1. Ne pensez pas !
2. Si vous pensez, ne parlez pas !
3. Si vous parlez, n'écrivez pas !
4. Si vous écrivez, ne publiez pas !
5. Si vous publiez, ne signez pas !
6. Et si jamais vous signez, alors rétractez-vous !

L'article 50 de la Constitution soviétique affirme que les droits fondamentaux aux libertés d'expression, de presse et de manifestation sont accordés aux citoyens. Leur mise en pratique est limitée légalement « en conformité avec l'intérêt du peuple pour renforcer et développer l'ordre socialiste », ainsi que par un autre article, l'article 39, qui stipule que l'exercice des droits civils et de la liberté ne doit pas « porter pré-

judice aux intérêts de la société et de l'Etat ».

De nombreuses perceptions erronées de l'Union soviétique par l'Occident se fondent sur l'idée que le Parti exerce un contrôle total sur toutes les manifestations publiques des libertés civiles. Le livre de L. Alexeyeva, *La Dissidence soviétique*, prouve qu'il en va autrement. Utilisant avant tout les « samizdats » et les informations publiées clandestinement, l'auteur suit les mouvements contemporains pour « les droits de l'homme et les droits nationaux et religieux », de la mort de Staline à nos jours. Pratiquement chaque phase de chaque ramification de ce mouvement est détaillée, ce qui révèle la multitude des points de vue : de la gauche à la droite, du libéralisme au néo-fascisme, du marxisme-léninisme orthodoxe aux reli-

gions orthodoxes.

Cette encyclopédie de la dissidence recouvre les « mouvements pour l'autodétermination », comprenant les mouvements nationaux des peuples ukrainien, géorgien, arménien et baltes ; les mouvements pour l'émigration des Juifs et des Allemands d'Union soviétique ; la réinstallation des nations déportées ; la résistance à l'Etat de divers groupes religieux comprenant les baptistes évangéliques, les pentecôtistes, les adventistes du septième jour et l'Eglise orthodoxe de Russie ; le mouvement des droits de l'homme ; les activités des nationalistes russes ; enfin le « mouvement pour la justice économique et sociale », essentiellement ceux qui travaillent à la constitution de syndicats libres.

Alexeyeva a été membre du Parti Communiste et directrice de

publication dans des maisons d'édition gouvernementales. Elle fut un des membres fondateurs du Groupe Helsinki de Moscou, qui voulait contrôler si le gouvernement se conformait aux dispositions sur les droits de l'homme des accords d'Helsinki de 1975 (ce groupe fut dispersé en 1982, sous la pression de la police). Elle écrit avec clarté et compassion sur un sujet qu'elle connaît de l'intérieur. Son attention au détail et ses efforts pour inclure tout l'éventail politique de la dissidence soviétique sont très appréciables.

Cependant, en dépit d'un exposé de l'extraordinaire ampleur du dialogue au sein de l'opposition, l'ouvrage d'Alexeyeva ne rend pas compte du contexte socio-politique qui permit l'émergence de la dissidence au moment même où Khrouchtchev s'installait à la tête du Parti. Il n'est dégagé des données intérieures et internationales aucun facteur qui permette au lecteur occidental d'apprécier les raisons historiques des relatifs succès de ces mouvements.

Prenant acte de l'absence de terreur ouverte telle qu'elle avait été connue sous Staline, on imagine, en lisant ce compte rendu, que la dissidence est le lot de la vie quotidienne dans une société totalitaire. Nous sommes amenés à penser que la revendication individuelle ou collective des droits civils est une aspiration "ordinaire". Malheureusement, nous n'en tirons pas un aperçu sur le rôle réel que ce mouvement a joué dans le développement intérieur soviétique, ni sur ce qui a empêché plus de gens de rejoindre ce combat.

Il est regrettable que la fascinante histoire du journal clandestin de Roy Mevedev, connu à l'Ouest sous le titre de "Journal Politique", lancé après le renversement de Khrouchtchev en 1964 comme une tentative pour discuter les possibilités de changement de l'intérieur, soit traitée superficiellement ici. Le "Journal politique", fut lu par le Parti Communiste et par des intellectuels en place qui commencèrent à œuvrer à une démocratisation du système tout en conservant leurs activités habituelles au sein du cadre établi de la société soviétique. Inutile de dire qu'au moment où, sept ans plus tard, le journal fut dissous, la plupart de ses anciens collaborateurs avaient été réduits au silence. Il n'en reste pas moins que le rôle d'une opposition loyale, cherchant à introduire des changements, n'a certainement pas disparu avec ce journal.

Toutefois, alors que cette modeste opposition a réussi pendant près de trois décennies à survivre à la répression policière et à l'émigration forcée, le mouvement dissident connaît aujourd'hui, grâce à la stratégie d'Andropov de "diviser pour régner", une crise sérieuse. A l'exception du mouvement de paix indépendant de Moscou, fondé en 1982, connu sous le nom de "Groupe pour la Confiance", aucune initiative n'a été prise pour prendre la place des anciens groupes.

Alexeyeva ne s'attaque pas aux racines du problème, si ce n'est en avançant vaguement la thèse toute faite du totalitarisme. Mais quelles sont les raisons de la loyauté de mil-

lions de Soviétiques au système existant ? En dépit de ce que les libéraux d'Occident aimeraient voir dans l'URSS, les citoyens soviétiques ne sont certainement pas du côté d'Alexeyeva. Aussi séduisant soit-il pour nous à l'Ouest, le mouvement de dissidence, opposant le bien et le mal de la façon la plus manichéenne, n'a eu que peu d'écho à l'intérieur du pays. Seuls les mouvements nationalistes décrits au début du livre ont réussi à entraîner des groupes non négligeables, à faire le pas et à s'engager dans une activité militante. Autrement, seule une minuscule fraction des travailleurs s'est engagée dans des activités dissidentes. Toutes catégories confondues, le peuple soviétique demeure irrésistiblement conformiste, bien qu'il puisse manifester son mécontentement à propos de certaines réformes. Les gens ne délaissent pas facilement un système politique qui leur a octroyé une éducation secondaire libre, des soins médicaux, des retraites, des allocations de logement et de quoi manger. Ils ne se défont pas non plus facilement d'une idéologie patriotique qui opère officiellement.

La Dissidence soviétique est, comme par ironie, un témoignage sur l'écrasante loyauté du peuple soviétique à son Etat en dépit des efforts extraordinairement courageux de quelques-uns pour faire avancer la cause de la libéralisation et accroître les libertés civiles au sein de la société.

Danielle ARTMANN

CALENDRIER LIBERTÉ ET PAIX 1987

Pologne, Afrique du Sud, Palestine, Nouvelle-Calédonie, Philippines, RFA, Chili, Union Soviétique...

Partout à travers le monde, des individus, des populations, se lèvent – sans armes – pour défendre leur droit à la liberté et à la paix. *Non-Violence actualité* vous invite à vivre l'année 1987 au rythme de ces résistances.

Retrouvez-les dans le calendrier NVA 1987

Achetez-le ! Diffusez-le

Prix : 25 F (port : 5 F)

LA POLOGNE DANS NVA

Plusieurs dizaines de membres du MAN se sont rendus cet été en Pologne, pour rencontrer divers groupes, notamment ceux de "Liberté et Paix". Ils en ont ramené des récits, des entretiens, des documents : vous les trouverez dans les numéros d'octobre et de novembre de *Non-violence actualité*, le mensuel du MAN. Passionnant.

Chaque numéro : 15 F

NVA :
20, rue du Dévidet
45200 MONTARGIS

**Abonnez-vous,
Abonnez vos amis**

BULLETIN D'ABONNEMENT

à envoyer à : A.N.V.

16, rue Paul-Appell
42000 SAINT-ETIENNE

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Je souscris un abonnement d'un an (4 numéros), à partir du numéro.....

Je commande..... tracts de présentation de la revue (gratuits).

Tarif minimum : 110 F

étranger : 140 F

soutien : 165 F

* Pour maintenir un tarif minimum assez bas, nous invitons tous ceux qui en ont les moyens à s'abonner au tarif de **soutien** : c'est une forme de péréquation entre nos lecteurs. Merci.

60
Je commande les numéros suivants :

Je verse donc la somme de F

par chèque à l'ordre de

ANV - CCP 2915-21 U LYON

Date :

Signature :

Voici les noms et adresses de personnes qui
pourraient être intéressées par A.N.V.

Voici l'adresse d'une librairie qui accepterait peut-
être de vendre régulièrement A.N.V. :

Vous pouvez encore vous procurer les numéros suivants :

N° 36 : CHRISTIANISME ET VIOLENCES
Dossier René GIRARD (15 F)

La doctrine de la guerre juste - Positions chrétiennes face à la violence. Table Ronde avec René GIRARD : le Christianisme est-il seulement refus de la violence ou bien invite-t-il positivement à la non-violence ?

N° 38 : VIOLENCES BANALES (15 F)

La guerre commence-t-elle à la fessée ? Violences de la rue, de l'usine, de l'habitat... Comment ritualiser notre agressivité ? Un dialogue entre Michel BOSQUET et Serge JULY.

N° 39 : LA DÉFENSE CIVILE EN QUESTION (15 F)

Défense civile : protéger les populations en cas de guerre ? Ou bien rendre aux civils le soin de leur défense ? Un dossier essentiel sur la grève de la faim en BOLIVIE.

N° 40 : FEMMES ET VIOLENCES (15 F)

Les violences que les femmes subissent ou celles qu'elles exercent : les femmes et la guerre, les femmes et le pouvoir. Approche historique de l'oppression des femmes.

N° 41 : TRAVAILLEURS FACE A L'ARMEMENT (15 F)

Désarmer, est-ce se condamner au chômage ? Des économistes disent non. Exemples de plans de reconversion. Table Ronde entre Syndicats et mouvements de paix (MAN, MDPL, Mouvement de la Paix).

N° 42 : GRÈVES DE LA FAIM (15 F)

Avril 1981 : à LYON, une grève de la faim obtient l'arrêt des expulsions de jeunes immigrés. Au même moment des Irlandais commencent une grève de la faim qui échouera tragiquement : pourquoi le succès dans un cas, l'échec dans l'autre ? Des analyses, des témoignages.

N° 43 : LE NOUVEAU MOUVEMENT DE PAIX (15 F)

Hollande, Angleterre, Norvège, Belgique : pourquoi ces foules dans les rues ? Est-ce l'émergence d'un nouveau mouvement historique ? Le dossier des « euromissiles » : que va faire la France ? Petit dictionnaire pour comprendre tous ces débats.

N° 44 : LES VOIES DU DÉSARMEMENT (15 F)

L'ONU invite le monde à désarmer pour survivre. Mais que peut-on espérer des différentes voies proposées : les négociations, les marchandages Est-Ouest, les initiatives régionales, les mouvements de paix ? Pour les juger, il faut connaître ces voies : ce numéro vous les présente.

N° 45 : TERRORISMES (18 F)

Il faut « démystifier le terrorisme ». Non pour l'excuser, mais pour l'analyser dans ses ramifications et montrer ses impasses. A partir des exemples Italien, Allemand, Irlandais et Basque, ce dossier illustre la diversité du fait terroriste.

N° 46 : LA GAUCHE NUCLÉAIRE (18 F)

Comment, et pourquoi, le PC et le PS se sont ralliés, en 1977, à l'arme atomique. Témoignages de Patrick Viveret, Yvonne Quilès, Pierre-Luc Séguillon. Dossier complété par un historique de l'opposition à la force de frappe (1945-1965) et par des documents de l'époque.

N° 47 : DOSSIER PALESTINE - DÉFENSE PAR RÉSISTANCE CIVILE - DÉSŒBÉISSANCE CIVILE J. de Bollardière (18 F)

Palestine et Israël peuvent-ils vivre en paix ? Propositions pour une défense de la Grande-Bretagne par résistance civile. Etude historique de la naissance et du développement de la notion de « désobéissance civile ». L'itinéraire de Jacques de Bollardière, de l'armée à la non-violence.

N° 48 : GUERRES SAINTES, GUERRES JUSTES (18 F)

Le sacré et le guerrier : pourquoi ce lien permanent ? - La guerre sainte aujourd'hui, de l'Iran à l'idolâtrie nucléaire - Histoire des attitudes des Chrétiens face à la guerre - Vraies et fausses guerres saintes en Islam - Quelles images de Dieu favorisent la sacralisation de la guerre ?

N° 49 : 1973-1983 : DIX ANS D'ALTERNATIVES NON-VIOLENTES (18 F)

Bilan - Témoignages - Interviews - Avec Jean-Pierre COT et Jacques GAILLOT, évêque d'Evreux. Analyse détaillée d'un sondage d'opinion sur la non-violence.

N° 50 : DÉFENSE NUCLÉAIRE : NON-SENS MILITAIRE (18 F)

Un officier anglais, Stephen KING-HALL fait le procès de toute une défense reposant sur les armes nucléaires. Il préconise l'adoption d'une défense non armée.

N° 51 : L'AGRESSIVITÉ EN QUESTION (20 F)

Du génétique au social, quatre thèses sur l'agressivité : Karli, Laborit, Wilson et Bunge. Sortir du pénal : la pensée de Louk Hulsman. Les évêques et la bombe.

N° 52 : L'ESPRIT DE DÉFENSE (20 F)

Comment le définir ? Le mesurer ? Pour quoi sommes-nous prêts à prendre des risques ? Entretiens avec Jean GATEL, Paul VIRILIO. Le protocole Hernu-Savary. L'esprit de défense en Suisse.

N° 53-54 : POLOGNE : LA RÉSISTANCE CIVILE (39 F)

Peut-on parler d'une stratégie non-violente en Pologne ? Des historiens, philosophes, syndicalistes polonais analysent le combat de *Solidarnosc* pour mettre en lumière les rapprochements possibles avec la stratégie de l'action non-violente.

Un numéro exceptionnel, avec les signatures de K. POMIAN, L. WALESA, S. BLUMSZTAJN, L. KOLAKOWSKI. Cette analyse originale de la lutte polonaise a été remarquée par *Le Monde*, *La Croix*, *La Vie*, *France-Culture*.

N° 55 : ARMÉE ET NON-VIOLENCE : mariage ou union libre ? (25 F)

Défense non militaire : le rapport suédois.

Peut-on combiner résistance non violente et lutte armée ? La Non-Violence au service de la cause palestinienne ? Pologne : les sanctions économiques.

N° 56 : TECHNOLOGIE : COMME UN CAMION FOU... (25 F)

La course technologique, comme la course aux armements, semble totalement incontrôlable. Une analyse de Louis PUISEUX sur la guerre et la technique. Savoir faire un usage créatif de son temps quand on est au chômage ou quand on a décidé de travailler à temps partiel ? L'informatique au service de la pédagogie ?

N° 57 : EXTRÊME DROITE : LA COTE D'ALERTE (25 F)

Connaître l'extrême droite pour mieux lui résister. Construire une France pluri-ethnique.

Albert JACQUARD dénonce le cancer nucléaire.

Premières analyses du rapport sur « la dissuasion civile ».

N° 58 : NI ROUGES NI MORTS (25 F)

Le point sur le mouvement de paix en RFA, après les déploiements des euromissiles. Théodor EBERT réfléchit sur les moyens d'introduire la « défense sociale » dans son pays. L'éducation à la paix en RFA.

N° 59 : LA DISSUASION CIVILE (25 F)

Vingt personnalités politiques, militaires et religieuses donnent leur point de vue sur l'étude « La dissuasion civile » : C. Hernu, B. Stasi, J.M. Daillet, Y. Lancien, C. Pierret, les généraux Buis, Copel, Le Borgne, l'amiral Sevaistre, les évêques Ernoul, Rozier et Jullien, le pasteur Maury, etc...

N° 60 : GÉNOCIDES (28 F)

Qu'est-ce qui rend possible les génocides et massacres de masse ? Pour « Penser l'impensable », ce numéro rapproche le génocide des Juifs et des Arméniens, les massacres du Cambodge, les épurations d'URSS et de Chine.

ALTERNATIVES NON VIOLENTES

16, rue Paul-Appell
42000 SAINT-ETIENNE

*Revue associée à l'Institut
de recherche sur la résolution
non-violente des conflits
(I.R.N.C.).*

COMITÉ D'ORIENTATION :

Pierre ARCQ
Béatrice ARNOULD
Jacques-Yves BELLAY
Lydie BONNET
Bernard BOUDOURESQUES
Patrice COULON
Frédéric DELARGE
Olivier FRESSARD
Patrick GIROS
Etienne GOS
Anne Le HUÉROU
Jean-Marie MULLER
Hervé OTT
Bernard QUELQUEJEU
Ina RANSON
Marlène TUININGA
Jean VAN LIERDE
Paul VIRILIO
Patrick VIVERET

Directeur de Publication :

Christian DELORME

Rédacteurs en chef :

Christian MELLON
Jacques SEMELIN

sommaire

Editorial	1
DISSIDENCES. Les attitudes oppositionnelles dans les pays de l'Est européen depuis 1953 Jean CHIAMA.....	3
La dissidence survivra-t-elle en l'an 2000 ? Danielle ARTMANN.....	8
Le consensus en URSS entretien avec Marc FERRO	15
La préparation militaire à l'école en URSS Jeanne BRUNSCHWIG	21
L'objection de conscience en URSS Olivier FRESSARD.....	30
Les pressions économiques sur l'URSS sont-elles efficaces ? Jacques SAPIR	34
Le défi des nouveaux médias Christian MELLON.....	41
La détente par le bas. Où en sont les relations entre mouvements indépendants de l'Est et de l'Ouest Bernard DREANO	44
Impressions de Moscou	53
Nouvelles de l'IRNC	56
Nous avons lu	57

Automne 1986